

**Art. 18.** L'article 41 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 décembre 2018, est abrogé.

**Art. 19.** Dans l'article 42 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 décembre 2018, les mots « ou suivant la réalisation des perspectives d'emploi envisagées pour l'aide supplémentaire » sont supprimés.

**Art. 20.** À l'article 43 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 mars 2015, il est ajouté un alinéa 2 et un alinéa 3, rédigés comme suit :

« Si le projet de transformation stratégique n'est pas exécuté conformément à la description, dans le plan de transformation, de la concrétisation des critères d'évaluation, visées à l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, et à l'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, si les frais de formation minimaux éligibles, visés à l'article 17, ou le montant d'investissement minimal éligible, visé à l'article 32, ne sont pas réalisés, l'aide est intégralement recouvré.

Si les formations ou les investissements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, b), 1) et 2), ne sont pas entièrement réalisés, l'aide pour les formations ou les investissements est réduite au prorata et une partie de l'aide n'est pas payée ou l'aide est recouvrée entièrement ou partiellement. ».

#### CHAPITRE 2. — Dispositions finales

**Art. 21.** L'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juillet 2013 portant octroi d'aides stratégiques à la transformation aux entreprises établies en Région flamande reste applicable aux demandes de subvention introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, tel qu'en vigueur le (la date du jour avant l'entrée en vigueur).

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Art. 23.** Le ministre flamand compétent pour l'économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 octobre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22566]

#### 12 NOVEMBRE 2021. — Décret relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée, en partie, à l'article 127 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, créé par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

2<sup>o</sup> le décret du 6 mai 1999 : le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

3<sup>o</sup> l'utilisateur : l'utilisateur particulier visé à l'article 1<sup>er</sup>bis, 1<sup>o</sup>, du décret du 6 mai 1999 ;

4<sup>o</sup> le chercheur d'emploi : tout demandeur d'emploi au sens de l'article 1<sup>er</sup>bis, 2<sup>o</sup>, du décret du 6 mai 1999 ;

5<sup>o</sup> le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement : tout demandeur d'emploi au sens de l'article 1<sup>er</sup>bis, 2<sup>o</sup>/1, du décret du 6 mai 1999 ;

6<sup>o</sup> le jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement : tout demandeur d'emploi au sens de l'article 1<sup>er</sup>bis, 2<sup>o</sup>/2, du décret du 6 mai 1999 ;

7<sup>o</sup> le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée : tout demandeur d'emploi au sens de l'article 1<sup>er</sup>bis, 2<sup>o</sup>/3, du décret du 6 mai 1999 ;

8<sup>o</sup> le chercheur d'emploi inoccupé : tout demandeur d'emploi au sens de l'article 1<sup>er</sup>bis, 2<sup>o</sup>, du décret du 6 mai 1999, qui répond à une des conditions suivantes :

a) n'exerce aucune activité professionnelle rémunérée ;

b) est un travailleur à temps partiel involontaire, tel que visé à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;

c) exerce une activité professionnelle rémunérée uniquement à titre d'indépendant complémentaire ;

9<sup>o</sup> le positionnement métier : identification, susceptible d'évoluer tout au long de sa carrière professionnelle, du ou des métier(s) sur lequel le chercheur d'emploi souhaite rechercher de l'emploi, qu'il possède ou non toutes les compétences requises ;

10<sup>o</sup> le partenaire de l'accompagnement : toute personne morale qui exerce une mission de service public, confiée par ou en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, contribuant à l'insertion socioprofessionnelle des chercheurs d'emploi et qui collabore avec le FOREm dans la mise en œuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, conformément au chapitre 4, section 2 ;

11<sup>o</sup> le tiers : toute personne physique ou morale intervenant dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, conformément au chapitre 4, section 3 ;

12° le dossier unique : le dossier unique de l'usager visé à l'article 1<sup>er</sup>bis, 16°, du décret du 6 mai 1999 ;

13° l'accompagnement orienté coaching et solutions : ensemble des services coordonnés par le FOREm, mis en œuvre par celui-ci ou par des partenaires de l'accompagnement ou des tiers, dès l'inscription du chercheur d'emploi, mobilisant ce dernier dans le cadre de son parcours d'insertion professionnelle et ciblés en fonction du profil de ce dernier, de ses aspirations, de l'analyse de ses besoins, de son degré d'autonomie dans sa recherche d'emploi et par rapport à l'utilisation des canaux numériques, de son degré de proximité du marché du travail, de l'environnement socio-économique dans lequel il évolue et des réalités du marché du travail, en vue de son insertion durable sur le marché du travail;

14° adresser : processus visant à organiser la mise en relation, par le FOREm, du chercheur d'emploi avec le partenaire de l'accompagnement ou le tiers dont l'offre de services a été identifiée comme répondant ou susceptible de répondre aux besoins du chercheur d'emploi.

Le Gouvernement peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** Sans préjudice du fait que l'accompagnement orienté coaching et solutions se décline de manière et selon un degré d'intensité différents en fonction du profil de chaque chercheur d'emploi, le FOREm garantit l'égalité de traitement dans la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées et des services qui en découlent, quelles que soient les modalités d'interaction avec le chercheur d'emploi, en présentiel ou à distance.

#### CHAPITRE 2. — Inscription en tant que chercheur d'emploi

**Art. 4.** §1<sup>er</sup>. Sans préjudice des articles 64 et 65 du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, toute personne physique qui réside en région de langue française conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour, et ayant droit d'accès au marché du travail peut s'inscrire en tant que chercheur d'emploi auprès du FOREm.

Le FOREm privilégie l'inscription à distance tout en garantissant, à toute personne physique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la possibilité de se présenter directement auprès de ses services pour s'y inscrire.

§2. Préalablement à son inscription en tant que chercheur d'emploi, la personne physique visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, s'enregistre auprès du FOREm en tant qu'usager, en toute autonomie ou avec l'aide du FOREm. Cet enregistrement permet d'accéder à un espace personnel et, via celui-ci, aux services en ligne du FOREm et génère, après authentification de l'usager, la création de son dossier unique.

Pour s'inscrire et afin de permettre au FOREm de l'authentifier, la personne physique visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, s'identifie en ligne ou auprès des services du FOREm, au moyen de sa carte d'identité ou par tout autre moyen d'identification qui offre un niveau de garantie élevé, tel que visé dans le Règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, et elle communique les données visées à l'article 4/1, §1<sup>er</sup>, 1° à 11°, du décret du 6 mai 1999.

Lorsque les données visées à l'alinéa 2 sont disponibles auprès de sources authentiques auxquelles le FOREm a accès, celui-ci applique le principe de la collecte unique et les obtient directement de la source authentique.

Sans préjudice de l'article 4 du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications entre les usagers et les administrations publiques wallonnes, le FOREm privilégie la communication de l'attestation d'inscription par voie électronique tout en garantissant le droit du chercheur d'emploi de se voir délivrer l'attestation par courrier ou auprès des services du FOREm.

§3. Afin d'optimiser le parcours du chercheur d'emploi en vue de son insertion durable sur le marché du travail, le FOREm veille, via le dossier unique, à :

1° centraliser, conserver et agréger les informations relatives au chercheur d'emploi, à son parcours d'insertion et à ses démarches auprès du FOREm, des partenaires de l'accompagnement et des tiers, ce tout au long de son parcours ;

2° permettre, dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions du chercheur d'emploi, l'échange mutuel d'informations avec les partenaires de l'accompagnement ou les tiers.

§4. Le Gouvernement peut préciser les modalités de l'inscription en tant que chercheur d'emploi.

**Art. 5.** §1<sup>er</sup>. L'inscription en tant que chercheur d'emploi a une durée de validité de trois mois. Elle prend automatiquement fin lorsque l'une des circonstances suivantes survient :

1° l'échéance de la durée de validité de trois mois ; 2° le chercheur d'emploi demande sa désinscription ;

3° le chercheur d'emploi n'a plus droit d'accès au marché du travail.

§2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le chercheur d'emploi qui répond à la définition visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, lors de son inscription, est inscrit à durée indéterminée. Dans ce cas, l'inscription prend fin lorsqu'une des circonstances suivantes survient :

1° le chercheur d'emploi demande sa désinscription ;

2° le chercheur d'emploi n'a plus de droit d'accès au marché du travail ;

3° le chercheur d'emploi ne répond plus à la définition visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, durant vingt-huit jours consécutifs ;

4° le chercheur d'emploi n'a plus de résidence en région de langue française conformément à l'article 4, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement reste inscrit en tant que chercheur d'emploi lorsqu'il ne répond pas à la définition visée à l'article 2, 8°, durant plus de vingt-huit jours consécutifs.

Le Gouvernement peut compléter les circonstances dans lesquelles l'inscription prend fin.

§3. Pour garantir l'ouverture de ses droits à la sécurité sociale, le chercheur d'emploi qui, au cours de la période de validité de l'inscription visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, devient chercheur d'emploi inoccupé, se réinscrit auprès du FOREm.

**Art. 6.** Lors de l'inscription, le FOREm informe le chercheur d'emploi de ses droits et obligations ainsi que des services que le FOREm met à sa disposition pour soutenir son insertion sur le marché du travail.

### CHAPITRE 3. — *Accompagnement orienté coaching et solutions*

**Art. 7.** §1<sup>er</sup>. Afin de favoriser son insertion socioprofessionnelle durable dans un emploi de qualité, tout chercheur d'emploi bénéficie, dès son inscription, d'un accompagnement orienté coaching et solutions, qui est adapté à son profil, à ses aspirations professionnelles, à l'analyse de ses besoins, à son degré d'autonomie dans sa recherche d'emploi et par rapport à l'utilisation des canaux numériques, à son degré de proximité du marché, à son environnement socio-économique et aux réalités du marché du travail.

L'intensité et la nature de l'accompagnement orienté coaching et solutions tient compte de la priorité à accorder aux chercheurs d'emploi inoccupés et peut varier, conformément au caractère adaptatif de l'accompagnement orienté coaching et solutions, en fonction, notamment, du degré de proximité du marché du travail du chercheur d'emploi et de son autonomie dans sa recherche d'emploi.

§2. L'accompagnement orienté coaching et solutions du chercheur d'emploi repose sur une équipe pluridisciplinaire et est assuré par des conseillers du FOREm, chargés de la mobilisation du chercheur d'emploi, de la réalisation d'actions individuelles ou collectives visant l'insertion professionnelle du chercheur d'emploi, ainsi que du suivi et de la coordination de l'ensemble de l'accompagnement de ce dernier, disposant d'une expertise dans l'identification et l'analyse des besoins du chercheur d'emploi et :

1° d'une expertise sectorielle portant, notamment, sur les compétences nécessaires à l'insertion du chercheur d'emploi dans le secteur professionnel concerné ;

2° ou d'une expertise dans l'approche des obstacles à l'insertion des chercheurs d'emploi, dans les méthodologies permettant de les lever et dans l'offre de services des partenaires de l'accompagnement ;

3° ou d'une expertise dans l'accompagnement à distance.

Le FOREm organise la formation continue des conseillers afin qu'ils développent, notamment, leurs compétences dans la gestion des relations humaines et leurs capacités à motiver et susciter la pleine participation du chercheur d'emploi.

§3. Le chercheur d'emploi peut bénéficier, à tout moment, d'un conseiller de référence qui réalise des prestations d'insertion avec lui, assure son suivi, son coaching et la coordination de l'ensemble de son parcours d'insertion et de toutes les actions qui en découlent, que celles-ci soient prises en charge par le FOREm ou par les partenaires de l'accompagnement ou les tiers.

Un conseiller de référence est attribué à chaque chercheur d'emploi qui le nécessite ou qui est inscrit en tant que chercheur d'emploi inoccupé depuis une durée fixée par le Gouvernement.

§4. L'accompagnement orienté coaching et solutions donne lieu, à partir du moment où le chercheur d'emploi se voit attribuer un conseiller de référence, à la construction d'un plan d'action évolutif et adapté au profil du chercheur d'emploi, à ses aspirations professionnelles, à l'analyse de ses besoins, à son degré de proximité du marché du travail, à son environnement socio-économique et aux réalités du marché du travail, à l'élaboration et à l'évolution duquel le chercheur d'emploi est étroitement associé.

§5. Le Gouvernement peut préciser les modalités de l'accompagnement orienté coaching et solutions fixées aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 4 et déterminer, en fonction des moyens budgétaires et des ressources humaines disponibles, de la situation du marché du travail et du déploiement des outils technologiques, des catégories de chercheurs d'emploi qui accèdent en priorité à l'accompagnement orienté coaching et solutions.

**Art. 8.** Les chercheurs d'emploi qui réalisent des actions de formation ou d'insertion organisées par le FOREm, partenaire de l'accompagnement ou un tiers, dans le cadre de leur accompagnement orienté coaching et solutions, peuvent être couverts par un contrat de formation professionnelle octroyé par le FOREm.

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi du contrat de formation professionnelle et, le cas échéant, des avantages y afférents.

**Art. 9.** L'autonomie numérique du chercheur d'emploi, son positionnement métier et son degré de proximité du marché du travail sont objectivés dès son inscription.

Si cela s'avère pertinent ou si le chercheur d'emploi le sollicite, le FOREm réalise un bilan des compétences du chercheur d'emploi, obligatoire dans le chef de ce dernier, afin de définir valablement son positionnement métier et son degré de proximité du marché du travail.

La détermination du degré d'autonomie numérique prend en compte l'évaluation des capacités du chercheur d'emploi à utiliser les canaux numériques ainsi que les possibilités de ce dernier d'accéder aux équipements, outils et connexions informatiques adéquats. Le FOREm prévoit un accompagnement approprié en fonction de ces éléments et des besoins du chercheur d'emploi.

Lorsque le FOREm détecte un ou des problèmes de santé ou d'ordre psycho-social ou lorsque le chercheur d'emploi invoque une telle problématique pouvant avoir un impact sur son positionnement métier ou sur son degré de proximité du marché de l'emploi ou sur la détermination de son accompagnement ou sur la détermination du statut de demandeur d'emploi non-mobilisable ou sur son obligation de disponibilité sur le marché du travail, le FOREm, peut faire réaliser un examen par un médecin ou une anamnèse par un psychologue ou un assistant social visant à vérifier la ou les problématiques de santé ou d'ordre psycho-social et à déterminer l'impact de celle-ci sur l'insertion durable du chercheur d'emploi sur le marché du travail, de manière à ce qu'il en soit tenu compte dans la mise en œuvre de son accompagnement, dans le cadre de la détermination du statut de demandeur d'emploi non-mobilisable et dans le cadre de son obligation de disponibilité sur le marché du travail. Le chercheur d'emploi est informé de la possibilité de refuser l'examen ou l'anamnèse précitée.

Lorsque le chercheur d'emploi refuse l'examen ou l'anamnèse visé à l'alinéa 4, le FOREm peut refuser de prendre en compte, dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, les difficultés de santé ou d'ordre psycho-social invoquées par le chercheur d'emploi.

Dans le cadre du positionnement métier, seule la mention relative à l'aptitude ou l'inaptitude, quant à l'exercice d'un métier ou les éventuelles restrictions quant à ce métier, formulée au terme de l'examen médical, est prise en compte.

Le traitement de ces données de santé ou d'ordre psycho-social est réalisé sous la responsabilité d'un médecin ou d'un psychologue ou d'un assistant social soumis au secret professionnel ou par une autre personne, également soumise à une obligation de secret.

En cas d'absence de positionnement métier ou lorsque la qualité du positionnement métier du chercheur d'emploi, au regard de son profil, de ses aspirations professionnelles, de l'analyse de ses besoins, de son degré de proximité du travail et des réalités du marché du travail, est incertaine, le FOREm utilise, notamment, en fonction des besoins du chercheur d'emploi et pour répondre à ceux-ci, l'offre de services du dispositif d'orientation tout au long de la vie, visé à l'article 1<sup>er</sup> bis, 11°, du décret du 6 mai 1999.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités de l'objectivation de l'autonomie numérique et dans la recherche d'emploi, du positionnement métier et du degré de proximité du marché du travail du chercheur d'emploi, en ce compris les modalités d'intervention des acteurs du dispositif d'orientation tout au long de la vie.

**Art. 10.** Au travers de l'accompagnement orienté coaching et solutions, le FOREm remplit ses obligations en matière de Garantie Jeunes et garantit, notamment pour les chercheurs d'emploi de moins de trente ans, la mobilisation des moyens pertinents pour leur insertion, le développement et la reconnaissance de leurs compétences ou pour leur offrir des périodes d'immersion ou de formation en milieu de travail.

**Art. 11.** Le FOREm assure un accompagnement en présentiel pour les chercheurs d'emploi dont l'autonomie numérique ne permet pas un accompagnement à distance ou lorsque le chercheur d'emploi nécessite ou sollicite un accompagnement en présentiel.

Dans le respect de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le FOREm peut recourir aux canaux numériques pour toute interaction, découlant de l'exécution du présent décret, avec le chercheur d'emploi dont l'autonomie numérique, objectivée et soutenue par le FOREm, un partenaire de l'accompagnement ou un tiers, permet un accompagnement à distance.

En fonction de l'autonomie numérique et des besoins du chercheur d'emploi, l'accompagnement peut être organisé pour partie en présentiel et pour partie à distance.

Sans préjudice de l'article 4 du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications entre les usagers et les administrations publiques wallonnes, le FOREm privilégie la communication par voie digitale tout en garantissant aux chercheurs d'emploi qui n'y accèdent pas une communication par courrier.

**Art. 12.** Le chercheur d'emploi inscrit au FOREm :

1° recherche de l'emploi et collabore, en tant qu'acteur à part entière, à la mise en œuvre de son accompagnement orienté coaching et solutions ;

2° informe le FOREm de toute modification des données qu'il lui a communiquées et à laquelle le FOREm ne peut avoir accès si les données ne sont pas mises à jour par le chercheur d'emploi ;

3° se présente aux rendez-vous fixés, en présentiel ou à distance, à la date et à l'heure indiquées.

En cas de non-respect des obligations listées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le FOREm peut, selon les modalités définies par le Gouvernement :

1° décider, lorsqu'il constate que le chercheur d'emploi ne collabore pas suffisamment à la mise en œuvre du parcours d'accompagnement qui lui est proposé par le FOREm ou en cas d'absences répétées aux entretiens auxquels il est convoqué, de suspendre l'accompagnement orienté coaching et solutions du chercheur d'emploi qui n'est pas inscrit obligatoirement ;

2° sanctionner le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement ou le jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement ou le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à la disponibilité adaptée, dans le cadre du contrôle de sa disponibilité passive, active ou adaptée, dans le respect du cadre normatif fédéral relatif à la disponibilité, tel que prévu par l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, et dans le cadre de sa disponibilité active, tel que fixé par ou en vertu de l'article 15.

**Art. 13.** Dans le cadre des missions du FOREm en matière d'information, de conseil aux employeurs et de gestion de leurs offres d'emploi, visées à l'article 3, §1<sup>er</sup>, 1°, b), du décret du 6 mai 1999, le FOREm, à la demande des employeurs, opère des présélections de candidats parmi les chercheurs d'emploi.

Le FOREm communique aux employeurs les données visées à l'article 4/1, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 3°, 5°, 7°, 8°, 10° et 11°, du décret du 6 mai 1999 des candidats présélectionnés répondant aux critères sur lesquels les employeurs et le FOREm se sont accordés.

Les employeurs qui recourent aux missions du FOREm, visées à l'article 3, §1<sup>er</sup>, 1°, b), du décret du 6 mai 1999, respectent les conventions collectives de travail sur le recrutement et la sélection des travailleurs, qui leur sont applicables.

L'employeur qui recourt aux services du FOREm, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, transmet au FOREm un retour d'informations sur les chercheurs d'emploi présélectionnés par ce dernier et qui ont répondu à l'offre d'emploi de l'employeur, qu'ils aient été embauchés ou non. Le retour d'informations porte sur l'engagement ou non du candidat qui s'est présenté à l'entretien d'embauche et sur les motifs et critères pour lesquels le candidat a ou n'a pas été retenu pour l'emploi à pourvoir. Ces informations sont destinées à l'amélioration de l'accompagnement des chercheurs d'emploi, à l'exclusion du contrôle de leur disponibilité sur le marché du travail, et des réponses apportées aux besoins de recrutement des employeurs.

Le Gouvernement peut préciser les modalités du retour d'informations visé à l'alinéa 4.

**Art. 14.** Certaines conditions d'octroi des dispenses de disponibilité sont irréfragablement réputées remplies, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, lorsque les études ou formations que le chercheur d'emploi, qui est chômeur complet au sens de l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, souhaite entreprendre sont considérées comme pertinentes par le FOREm, dans le cadre de son accompagnement orienté coaching et solutions, en vue de son insertion durable sur le marché du travail.

Le Gouvernement peut déterminer les critères en fonction desquels la pertinence des études ou formations en vue de l'insertion durable du chercheur d'emploi sur le marché du travail est évaluée par le FOREm.

**Art. 15.** §1<sup>er</sup>. L'accompagnement orienté coaching et solutions prend en compte les obligations de disponibilité active qui s'imposent au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement et au jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement.

Dans une optique formative, la mise en œuvre de l'accompagnement est évaluée par le FOREm pour chaque chercheur d'emploi.

§2. L'évaluation de l'accompagnement orienté coaching et solutions porte sur l'évaluation de la disponibilité active au sens de l'article 36/1, alinéa 3, 2°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, pour le jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement et sur l'évaluation de la disponibilité active, au sens de l'article 58/1, alinéa 3, 1°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, pour le chercheur d'emploi inscrit obligatoirement. Dans le respect de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, cette évaluation tient notamment compte du profil du chercheur d'emploi, de l'offre de services disponible, des opportunités offertes par le marché du travail et de la collaboration du chercheur d'emploi aux actions convenues dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions.

§3. Si, lors de l'accompagnement orienté coaching et solutions, à la suite d'un processus formalisé dont les modalités sont déterminées par le Gouvernement, la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement ne peut être, sur base de l'accompagnement réalisé, évaluée positivement quant au respect de sa disponibilité active visée à l'article 58, §1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, le dossier du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement est transmis au service à gestion distincte visé à l'article 35 du décret du 6 mai 1999.

En cas d'absences répétées successives ou non, injustifiées ou non, du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement aux entretiens de bilan ou de suivi prévus dans le cadre de son accompagnement, son dossier peut être transmis au service à gestion distincte visé à l'article 35 du décret du 6 mai 1999, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le service à gestion distincte visé à l'article 35 du décret du 6 mai 1999 analyse le dossier et, après avoir permis au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement d'être entendu, dans le respect des droits de la défense, prend une décision d'évaluation et, en cas d'évaluation négative, décide des sanctions y afférentes, dans le respect des articles 58/2 à 58/11 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, conformément aux dispositions prévues par ou vertu de l'article 35 du décret du 6 mai 1999.

En cas d'évaluation négative, le service à gestion distincte visé à l'article 35 du décret du 6 mai 1999 procède à une nouvelle évaluation de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, selon les modalités fixées par le Gouvernement. Lorsque le FOREm, dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, remet un avis favorable sur la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, durant la période d'évaluation se situant entre la décision d'évaluation négative et la nouvelle évaluation, le service à gestion distincte visé à l'article 35 du décret du 6 mai 1999 notifie une évaluation positive. En l'absence d'avis favorable, le service à gestion distincte, après avoir permis au chercheur d'emploi inscrit obligatoirement d'être entendu, dans le respect des droits de la défense, prend une décision d'évaluation et, en cas d'évaluation négative, décide des sanctions y afférentes, dans le respect des articles 58/2 à 58/11 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

§4. Si le FOREm, dans le cadre de l'évaluation de l'accompagnement orienté coaching et solutions du jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement, conformément au paragraphe 2, remet un avis favorable durant la période d'évaluation de sa disponibilité active par le service à gestion distincte visé à l'article 35 du décret du 6 mai 1999, ce dernier notifie une évaluation positive.

En l'absence d'avis favorable, tel que visé à l'alinéa 2, le service à gestion distincte visé à l'article 35 du décret du 6 mai 1999, après avoir permis au jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement d'être entendu, dans le respect des droits de la défense, prend une décision d'évaluation dans le respect des articles 36/2 à 36/11 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

§5. Le Gouvernement détermine les modalités et la procédure d'évaluation de la disponibilité active du chercheur d'emploi inscrit obligatoirement et du jeune chercheur d'emploi inscrit obligatoirement.

#### CHAPITRE 4. — *Intervention des tiers*

##### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 16.** §1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, le FOREm peut adresser le chercheur d'emploi à un partenaire de l'accompagnement ou un tiers, lorsque leur prestation est la plus pertinente au regard du profil, des aspirations professionnelles du chercheur d'emploi, de l'analyse de ses besoins, de son degré de proximité du marché du travail, de son environnement socio-économique et des réalités du marché du travail.

§2. Sur la base d'une analyse des profils et besoins des chercheurs d'emploi et du marché du travail, le FOREm propose, tous les trois ans, au Gouvernement, selon les modalités que ce dernier peut déterminer, une analyse relative aux volumes et types de prestations nécessaires pour répondre aux besoins identifiés.

**Art. 17.** §1<sup>er</sup>. Le FOREm et les partenaires de l'accompagnement ou les tiers échangent, dans un objectif d'optimisation des pratiques et synergies développées pour soutenir l'insertion des chercheurs d'emploi sur le marché du travail, des informations sur la mise en œuvre des parcours d'insertion des chercheurs d'emploi, les stratégies et méthodologies de leur mise en œuvre, ainsi que sur l'offre de services.

Ces échanges d'informations entre les partenaires de l'accompagnement et le FOREm s'opèrent via le dispositif de collaboration visé à la section 2 et via les moyens mis en place par le FOREm.

§2. Les échanges entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement ou le tiers, portant sur les données relatives aux chercheurs d'emploi adressés ou pris en charge par le partenaire de l'accompagnement ou le tiers, s'opèrent via les moyens mis en place par le FOREm au départ ou à destination du dossier unique.

Le FOREm et le partenaire de l'accompagnement ou le tiers échangent les catégories de données visées à l'article 4/1, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 3°, 5°, 7° à 13°, 18° et 19°, du décret du 6 mai 1999, relatives aux chercheurs d'emploi adressés ou pris en charge par le partenaire de l'accompagnement ou le tiers.

A des fins d'identification, dans leurs échanges avec le FOREm relatifs aux données visées à l'alinéa 2, les partenaires de l'accompagnement et les tiers sont autorisés à utiliser les numéros suivants :

1° le numéro d'identification du chercheur d'emploi au Registre national, s'il s'agit de données relatives à une personne physique inscrite au Registre national ;

2° le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, visé à l'article 8, §1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque carrefour de la sécurité sociale, s'il s'agit de données relatives à une personne physique non inscrite au Registre national.

Les partenaires de l'accompagnement qui échangent avec le FOREm des données relatives aux chercheurs d'emploi qui leur sont adressés ou qu'ils prennent en charge, en raison de leur mission de service public consistant en l'insertion socioprofessionnelle des chercheurs d'emploi, sont responsables du traitement de leurs données dans le cadre de cette mission.

Les partenaires de l'accompagnement ou les tiers prennent les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la sécurité des données.

Pour les informations visées à l'alinéa 2, le FOREm assure un système de transparence active vis-à-vis des chercheurs d'emploi concernés afin de leur permettre de formuler leurs observations quant au retour d'informations réalisé par les partenaires de l'accompagnement ou les tiers.

§3. Dans le cadre des échanges d'informations visés au paragraphe 2, le FOREm et les partenaires de l'accompagnement assurent un dialogue opérationnel relatif à l'accompagnement et au parcours d'insertion du chercheur d'emploi. Le Gouvernement détermine ce qu'il convient d'entendre par dialogue opérationnel.

§4. Le Gouvernement peut préciser, parmi les catégories de données visée au paragraphe 2, alinéa 2, les informations échangées entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement ou les tiers, et déterminer les modalités de l'échange d'informations.

*Section 2. — Dispositif de collaboration avec les partenaires de l'accompagnement*

**Art. 18.** §1<sup>er</sup>. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, le FOREm collabore notamment avec les partenaires de l'accompagnement suivants, avec lesquels il a conclu une convention de collaboration ou de coopération :

1° les centres d'insertion socioprofessionnelle visés par le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle ;

2° les structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi visées par le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.) ;

3° les missions régionales pour l'emploi visées par le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi ;

4° les régies de quartier visées aux articles 195 et 196 du Code wallon de l'Habitation durable ;

5° les agences locales pour l'emploi ;

6° les centres régionaux d'intégration pour les personnes étrangères visés aux articles 153 à 153/7 du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

7° l'Agence wallonne pour une Vie de Qualité ;

8° les centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés visés aux articles 905 à 990 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé ;

9° les centres publics d'action sociale.

Le Gouvernement peut compléter la liste des partenaires de l'accompagnement avec lesquels le FOREm collabore.

§2. Il est instauré, entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, un dispositif de collaboration comprenant une commission régionale de concertation, des commissions sous-régionales de concertation, des conventions de collaboration et des conventions de coopération.

Le dispositif de collaboration assure la concertation et l'organisation de la collaboration entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement afin, notamment, de garantir :

1° la coopération entre le FOREm et les partenaires, dans le respect de leurs rôles respectifs et de leur autonomie, dans une relation de confiance et de dialogue, afin de renforcer, par leur action conjuguée, l'accompagnement du chercheur d'emploi et ses opportunités d'insertion ;

2° la mise en visibilité de l'offre de services, relative à l'accompagnement orienté coaching et solutions, des partenaires de l'accompagnement ;

3° la prise en charge par les partenaires de l'accompagnement des chercheurs d'emploi adressés par le FOREm ;

4° l'échange des informations visées à l'article 17, §§1<sup>er</sup> à 3, entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement ;

5° le renforcement de la complémentarité de l'intervention et de l'offre de services du FOREm et des partenaires de l'accompagnement ;

6° l'évaluation de la collaboration entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement.

Le Gouvernement peut préciser les finalités du dispositif de collaboration.

**Art. 19.** §1<sup>er</sup>. La commission régionale de concertation visée à l'article 18, paragraphe 2, a pour mission de :

1° définir les orientations stratégiques et opérationnelles de la collaboration entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement ;

2° émettre un avis préalable :

a) sur les modalités de mise en visibilité de l'offre de services des partenaires de l'accompagnement ;

b) sur les modalités de prise en charge par les partenaires de l'accompagnement des chercheurs d'emploi adressés par le FOREm ;

c) sur les modalités de l'échange d'informations et du dialogue opérationnel visés à l'article 17 entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement ;

d) et, en collaboration avec l'Instance bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi, ci-après l'IBEFÉ, sur l'analyse relative aux volumes et types de prestations nécessaires pour répondre aux besoins identifiés, effectuée par le FOREm conformément à l'article 16, §2 ;

3° valider et approuver les plans d'actions annuels des commissions sous-régionales ;

4° mener l'évaluation de la collaboration entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement, en ce compris la réalisation des plans d'actions annuels des commissions sous-régionales et les actions mises en place, dans la perspective, notamment, d'optimisation des parcours d'insertion des chercheurs d'emploi et de leur insertion durable sur le marché du travail ;

5° répondre aux difficultés, interrogations et attentes des commissions sous-régionales ;

6° organiser la communication avec les commissions sous-régionales de concertation ;

7° élaborer des avis d'opportunité, d'initiative ou sur demande, relatifs à la mise en œuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions en vue d'améliorer la cohérence, la visibilité et l'efficacité du dispositif dans la perspective de fluidifier les parcours des chercheurs d'emploi et d'améliorer le fonctionnement du dispositif ;

8° élaborer le contenu minimal commun des conventions de collaboration.

Les commissions sous-régionales de concertation entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement, visées à l'article 18, §2, ont pour mission de :

1° organiser la coopération opérationnelle entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement du territoire de l'IBEFE concernée ;

2° fluidifier l'adressage et le parcours des chercheurs d'emploi ;

3° établir et veiller à la mise en œuvre du plan d'actions annuel, validé par la commission régionale de concertation ;

4° régler tout différend relatif à l'exécution de la convention de collaboration ;

5° rencontrer au moins une fois par an l'IBEFE de leur territoire de référence pour assurer une présentation du plan d'action annuel, des travaux menés dans ce cadre et de son état d'avancement en vue de recueillir à cette occasion les propositions et recommandations de l'IBEFE et d'échanger sur le bilan et les perspectives des partenaires de l'accompagnement.

Une convention de collaboration est conclue entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement et :

1° décline le plan d'actions annuel proposé par la commission sous-régionale de concertation et validé par la commission régionale de concertation ;

2° précise les modalités individuelles d'organisation de la collaboration entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement, dont le volume de chercheurs d'emploi adressés ;

3° organise le rapportage des actions menées par le partenaire de l'accompagnement auprès de la commission sous-régionale de concertation ;

4° précise, dans le respect des conditions et modalités arrêtées en vertu de l'article 8, alinéa 2, les conditions d'octroi des contrats de formation professionnelle, des avantages sociaux au bénéfice du chercheur d'emploi et de la couverture d'assurance ;

5° établit les modalités permettant d'assurer l'échange d'information, en ce compris le dialogue opérationnel entre les conseillers du FOREm et le partenaire de l'accompagnement.

En cas d'inexécution fautive de ses obligations par l'une des parties à la convention de collaboration, l'autre partie peut, après avoir soumis le différend à la commission sous-régionale, mettre fin à la convention de collaboration.

Par dérogation à l'alinéa 3, une convention de coopération est conclue, de commun accord, entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement répondant à la définition d'organisme public.

Le Gouvernement précise les modalités de la collaboration avec les partenaires de l'accompagnement et de la convention de collaboration et détermine la composition et les modalités de fonctionnement des commissions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

§2. Dans l'accomplissement de leurs missions, la commission régionale et les commissions sous-régionales de concertation assurent la cohérence de l'offre d'orientation, de formation, de validation des compétences et d'insertion.

Elles s'appuient notamment sur les plans d'actions, les recommandations et les outils et méthodologies du dispositif d'orientation tout au long de la vie, visé à l'article 1<sup>er</sup>bis, 11°, du décret du 6 mai 1999, du Consortium de Validation des Compétences, visé par l'accord de coopération du 21 mars 2019 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences, du dispositif FormaForm, visé à l'article 1<sup>er</sup>bis, 13°, du décret du 6 mai 1999 et du dispositif Wallonie Compétences d'Avenir, visé à l'article 1<sup>er</sup>bis, 14°, du décret du 6 mai 1999.

#### **Art. 20.** Le FOREm :

1° assure le secrétariat et la coordination des commissions régionale et sous-régionales de concertation et la coordination du dispositif de collaboration ;

2° respecte les actions du plan d'actions annuel concerté au sein de la commission sous-régionale de concertation entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement, et validé par la commission régionale de concertation ;

3° exécute la convention de collaboration établie dans le respect du plan d'actions annuel ;

4° veille à la pertinence de l'adressage du chercheur d'emploi vers la prestation offerte par le partenaire de l'accompagnement, au regard de ses besoins, de ses aspirations professionnelles de son profil, de son degré de proximité du marché du travail, de son environnement socio-économique ;

5° communique, dans le cadre de l'échange d'informations et du dialogue opérationnel, visés à l'article 17, les données et informations relatives au chercheur d'emploi, nécessaires à sa prise en charge optimale par le partenaire de l'accompagnement ;

6° tient compte des places disponibles auprès du partenaire de l'accompagnement ;

7° soutient le partenaire de l'accompagnement dans la mise en visibilité de son offre de services.

#### **Art. 21.** Le partenaire de l'accompagnement :

1° respecte le contenu du plan d'actions annuel concerté au sein de la commission sous-régionale de concertation entre le FOREm et les partenaires de l'accompagnement, validé par la commission régionale de concertation ;

2° exécute la convention de collaboration établie dans le respect du plan d'actions annuel visé au 1° ;

3° accueille et prend en charge tout chercheur d'emploi adressé par le FOREm ;

4° communique au FOREm son offre de prestations, les objectifs visés, les résultats attendus et délivrables, la localisation, la durée et le calendrier, le cas échéant, les groupes-cibles concernés et la disponibilité des places donnant accès aux prestations qu'il offre et leur mise à jour ;

5° soutient et suit le chercheur d'emploi durant la réalisation de la prestation et informe le FOREm de tout événement susceptible d'avoir une incidence sur sa prise en charge ;

6° communique au FOREm les informations relatives à la réalisation des actions qu'il met en oeuvre avec le chercheur d'emploi pris en charge, qu'il ait été adressé ou non par le FOREm, et à l'évolution de son parcours, conformément à l'article 17 ;

7° vérifie l'inscription en tant que chercheur d'emploi du bénéficiaire de ses services et informe le FOREm de la prise en charge de tout chercheur d'emploi, au plus tard au moment où la prise en charge démarre effectivement.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le partenaire de l'accompagnement peut, après concertation avec le FOREm, refuser la prise en charge du chercheur d'emploi adressé lorsque la prestation n'est pas pertinente au regard du profil du chercheur d'emploi, de ses aspirations professionnelles, de l'analyse de ses besoins, de son degré de proximité du marché du travail, de son environnement socio-économique et des réalités du marché du travail. En cas de désaccord récurrent entre le FOREm et le partenaire de l'accompagnement concernant la pertinence des actions proposées par ce dernier au regard des besoins des demandeurs d'emploi adressés par le FOREm, ce dernier ou le partenaire de l'accompagnement peuvent saisir la commission sous-régionale de concertation.

Lorsque le partenaire de l'accompagnement prend spontanément en charge un chercheur d'emploi qui n'a pas été adressé par le FOREm et que ce dernier considère que l'action réalisée par le chercheur d'emploi avec le partenaire de l'accompagnement n'est pas pertinente au regard du plan d'action qu'il a conclu avec le FOREm dans le cadre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, le FOREm organise une concertation avec le partenaire de l'accompagnement dans le cadre du dialogue opérationnel afin de vérifier que la prestation est adaptée aux caractéristiques du chercheur d'emploi et offre des perspectives en termes d'insertion sur le marché du travail. En cas de désaccord récurrent, la commission sous-régionale de concertation concernée peut être saisie du différend.

Le Gouvernement peut préciser les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°. Les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, à l'exclusion des informations relatives à l'absence du chercheur d'emploi aux prestations et à son motif, sont uniquement destinées à améliorer la qualité de l'accompagnement orienté coaching et solutions, à l'exclusion du contrôle de la disponibilité du chercheur d'emploi.

### Section 3. — Intervention de tiers

**Art. 22.** Dans le respect du chapitre II, section 5, du décret du 6 mai 1999, les tiers peuvent intervenir pour la réalisation de prestations jugées pertinentes à l'insertion socioprofessionnelle et à la mise en oeuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Le FOREm s'assure dans le cadre de la relation juridique qui l'unit au tiers que ce dernier lui communique les informations relatives à la réalisation des actions qu'il met en oeuvre avec le chercheur d'emploi adressé par le FOREm ou sélectionné par le FOREm avec ou sans la participation étroite du tiers et pris en charge par le tiers, et à l'évolution de son parcours d'insertion, conformément à l'article 17.

Le Gouvernement peut définir les informations visées à l'alinéa 2.

Les retours d'informations visés à l'alinéa 2, à l'exclusion des informations relatives à l'absence du chercheur d'emploi aux prestations et à son motif, sont uniquement destinés à améliorer la qualité de l'accompagnement orienté coaching et solutions, à l'exclusion du contrôle de la disponibilité du chercheur d'emploi.

**Art. 23.** Dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions, dans le respect de l'article 7bis/1 du décret du 6 mai 1999, le FOREm peut organiser, notamment sur la base de l'analyse visée à l'article 16, §2, le subventionnement d'actions à destination des chercheurs d'emploi inoccupés, confrontés à des obstacles qui freinent ou ne permettent pas d'envisager leur insertion durable sur le marché du travail.

Les actions subventionnées répondent aux besoins des chercheurs d'emploi visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui ne sont pas rencontrés par l'offre de services structurelle du FOREm ou des partenaires de l'accompagnement visés à la section 2.

L'octroi de la subvention, pour la réalisation des actions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, au profit des chercheurs d'emploi visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, vaut reconnaissance du caractère social de son bénéficiaire pour les actions subventionnées.

Les tiers bénéficiant du subventionnement d'actions à destination des chercheurs d'emploi inoccupés visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, qui échangent avec le FOREm des données relatives aux chercheurs d'emploi qui leur sont envoyés par le FOREm, qu'ils soient en définitive pris en charge ou non par le tiers, sont responsables du traitement de leurs données dans le cadre de ces actions.

Le FOREm et le tiers bénéficiant du subventionnement de prestations à destination des chercheurs d'emploi inoccupés visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> échangent, les catégories de données visées à l'article 4/1, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 3°, 5°, 7° à 13°, 18° et 19°, du décret du 6 mai 1999, relatives aux chercheurs d'emploi envoyés par le FOREm ou pris en charge par le tiers.

### CHAPITRE 5. — Dispositions modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

**Art. 24.** A l'article 1<sup>er</sup>bis du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, inséré par le décret du 13 mars 2003 et modifié en dernier lieu par le décret du 17 mars 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est complété par les mots « en tant que particulier ou en tant qu'employeur et dont le niveau d'identification par le FOREm varie selon le type de services qu'elle sollicite auprès du FOREm »;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° le demandeur d'emploi : tout usager particulier, inscrit en tant que demandeur d'emploi auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi conformément au chapitre 2 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi, qui recherche une activité professionnelle, salariée ou indépendante, et qui réside sur le territoire de la Région de langue française conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour; »;

3° un 2°/1, un 2°/2 et un 2°/3 sont insérés entre le 2° et le 3°, rédigés comme suit :

« 2°/1 le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement : tout demandeur d'emploi inscrit auprès du FOREm en vue de bénéficier d'allocations de chômage, de sauvegarde ou d'insertion, à l'exception du jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement et du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée ;

2°/2 le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement : tout demandeur d'emploi inscrit auprès du FOREm qui est en stage d'insertion visé à l'article 36, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;



2°/3 le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée : tout demandeur d'emploi inscrit auprès du FOREm en vue de bénéficier d'allocations de chômage soumis à l'obligation de disponibilité adaptée visée à l'article 56/2, §1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 6, et §2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ; »;

4° les 11°, 12° et 13°, abrogés par le décret du 10 mai 2002, sont rétablis dans la rédaction suivante :

« 11° le dispositif d'orientation tout au long de la vie : le dispositif coordonné et piloté par le FOREm, comprenant un ensemble de services d'information, de promotion des métiers et d'orientation professionnelle, à la fois physiques et digitaux, visant tous les publics, quel que soit leur statut, depuis le début de leur scolarité obligatoire jusqu'à la fin de leur carrière professionnelle, et organisé, au travers du réseau des Cités Métiers, afin d'assurer la cohérence de l'offre de services en matière d'orientation professionnelle tout au long de la vie;

12° Cité des Métiers : structure partenariale, agréant une ASBL labellisée « Cité des métiers » et un Carrefour Emploi Formation Orientation, en abrégé CEFO, faisant partie d'un réseau organisé autour des ASBL labellisées « Cités des métiers » et des Carrefours Emploi Formation Orientation, rassemblant les principaux acteurs de l'enseignement, de la formation et de l'insertion socioprofessionnelle et constituant la porte d'entrée vers l'ensemble de l'offre de services du dispositif d'orientation tout au long de la vie;

13° FormaForm : la structure rassemblant les organismes publics de l'emploi et de la formation professionnelle, chargée de mettre en œuvre une offre de services de développement des compétences des professionnels de l'orientation, de la formation professionnelle, de l'insertion socioprofessionnelle et de la validation des compétences ; »;

5° sont insérés les 14°, 15° et 16° rédigés comme suit :

« 14° Wallonie Compétences d'Avenir : plateforme partenariale rassemblant les principaux acteurs publics de la formation professionnelle autour des domaines d'activités stratégiques pour la Wallonie, chargée, via l'optimisation, la cohérence et la coordination de l'offre de formation professionnelle, d'apporter une réponse aux besoins de compétences, non ou insuffisamment rencontrés, actuels et futurs des entreprises et du marché du travail et de stimuler, pour atteindre cet objectif, les pratiques pédagogiques innovantes en matière de formation professionnelle en Wallonie;

15° l'enregistrement : processus au terme duquel l'utilisateur s'identifie auprès du FOREm;

16° le dossier unique de l'utilisateur : l'ensemble des informations centralisées, conservées et agrégées par le FOREm, nécessaires aux services qui sont fournis à l'utilisateur dans le cadre des missions attribuées par ou vertu de l'article 3 ou traitées en vertu d'autres obligations légales et en ce qui concerne l'utilisateur particulier, les informations relatives à son parcours d'insertion sur le marché du travail. ».

**Art. 25.** A l'article 3, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié en dernier par le décret du 17 mars 2016, les modifications suivantes sont adoptées :

1° au 1°, les mots « aux besoins des demandeurs d'emploi » sont remplacés par « aux besoins des personnes qui recherchent un emploi » ;

2° au 1°, a), les mots « l'appui aux demandeurs d'emploi » sont remplacés par « l'appui aux personnes qui recherchent un emploi » ;

3° au 1°, a), ii), les mots « demandeurs d'emploi » sont remplacés par « personnes qui recherchent un emploi » ;

4° au 1°, a), iii), les mots « inscrits auprès de l'Office » sont supprimés et le mot « individualisé » est remplacé par les mots « orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi » ;

5° au 1°, a), il est inséré un v) rédigé comme suit :

« v) l'organisation de conventions portant sur l'observation d'un métier au travers d'une mise en situation professionnelle, conclue entre le demandeur d'emploi, l'entreprise et le FOREm, visant la confirmation du projet professionnel du demandeur d'emploi ; »;

6° au 2°, les mots « inscrits auprès de l'Office » sont remplacés par « et des travailleurs qui désirent suivre une formation de leur propre initiative et pour leurs besoins personnels » ;

7° au 2°, a), les mots « et des travailleurs visés au 2° » sont insérés entre les mots « demandeurs d'emploi » et « au regard des besoins » ;

8° au 2°, le b) est complété par les mots « et des travailleurs visés au 2°, dont la validation des compétences au sens de l'accord de coopération du 21 mars 2019 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences ou la délivrance de certifications professionnelles au sens de l'accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. », attestant des compétences acquises par les stagiaires dans le cadre des formations professionnalisantes ou transversales organisées par le FOREm ou par d'autres opérateurs de formation dans le respect des conditions prévues par l'accord de coopération du 26 février 2015 précité. » ;

9° le 2° est complété par un c) rédigé comme suit :

« c) l'organisation de formations en milieu de travail en vue de permettre à un demandeur d'emploi d'acquérir des compétences spécifiques, insuffisamment rencontrées sur le marché du travail, et de favoriser son insertion rapide, dans les situations suivantes :

i) dans le cadre d'une convention d'immersion professionnelle au sens de l'article 104 de la loi-programme du 2 août 2002 conclue entre l'employeur et le demandeur d'emploi et dont le plan de formation est reconnu ou organisé par le FOREm;

ii) dans le cadre d'une convention à laquelle le FOREm est partie prenante, portant sur une formation associant expérience pratique en entreprise et formation auprès d'un opérateur de formation ;

iii) dans le cadre d'un contrat de formation professionnelle octroyé par le FOREm lorsqu'il s'agit d'un stage en entreprise visant à permettre à un demandeur d'emploi de confronter avec la réalité de l'entreprise son projet professionnel ou les compétences acquises dans le cadre d'une formation sous contrat de formation professionnelle ; » ;

10° au 7°, les mots « à la demande de leur employeur ou pour les besoins de ce dernier et à la demande du travailleur, qui exerce une activité professionnelle à titre d'indépendant principal ou complémentaire, pour les besoins de son activité » sont ajoutés ;

11° au 8°, les mots « active et passive des chômeurs » sont remplacés par « du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, du jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement et du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée » ;

12° le 10° est remplacé par « la validation du plan de formation et du projet de convention entre l'employeur et le stagiaire au regard des dispositions visées par ou en vertu des articles 104 à 108 de la loi-programme du 2 août 2002 relative à la convention d'immersion professionnelle » ;

13° est complété par les 11°, 12° et 13° rédigés comme suit :

« 11° la participation, la coordination et le pilotage du dispositif d'orientation tout au long de la vie et des Cités des Métiers ;

12° la formation des professionnels de l'orientation, de la formation, de l'insertion socioprofessionnelle et de la validation des compétences au travers de FormaForm;

13° la participation et la coordination de la plateforme Wallonie Compétences d'Avenir. »;

14° est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>bis, 3°, la mission visée à l'article 3, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, est attribuée à l'Office pour les travailleurs occupés dans une unité d'établissement située sur le territoire de la région de langue française. ».

**Art. 26.** Dans le chapitre 2 du même décret, la section 2, abrogée par le décret du 10 mai 2012, est rétablie dans la rédaction suivante :

« Collecte, traitement, échange et protection des données à caractère personnel ».

**Art. 27.** Dans la section 2 du même décret, rétablie par l'article 26, l'article 4, abrogé par le décret du 10 mai 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 4. Le FOREm est responsable du traitement des données qu'il traite pour l'exécution des missions confiées par ou en vertu de l'article 3. ».

**Art. 28.** Dans la même section 2, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. §1<sup>er</sup>. Le FOREm traite, en fonction de ce qui est nécessaire pour répondre à ses obligations, à l'exécution de ses missions ou à la demande de services de l'utilisateur particulier, les catégories de données à caractère personnel suivantes :

1° le numéro d'identification au Registre national ou le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la sécurité sociale si la personne physique n'est pas inscrite au Registre national ;

2° les données visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 10° et 14°, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ;

3° si les données visées au 2° ne sont pas disponibles ou si l'utilisateur ne dispose d'aucun des numéros visés au 1°, les nom, prénom, genre, date de naissance et adresse ;

4° les données relatives à l'inscription en tant que demandeur d'emploi auprès du FOREm, en ce compris le motif de son inscription ;

5° les données de contact téléphonique et électronique ;

6° le statut reconnu par des institutions de sécurité sociale qui a un impact sur les droits et obligations de l'utilisateur particulier à l'égard du FOREm ;

7° les études, les formations et les langues maîtrisées ;

8° les qualifications professionnelles, en indiquant, le cas échéant, la ou les certifications professionnelles obtenues ainsi que, les titres de compétences, les attestations et certificats de compétences acquises en formation, les brevets et autres agréments professionnels ;

9° les aspirations professionnelles, en ce compris le positionnement métier ;

10° l'expérience professionnelle et les compétences acquises de manière formelle, informelle et non formelle ;

11° les informations relatives à l'autonomie numérique ;

12° les données en lien avec les démarches réalisées par l'utilisateur particulier auprès du FOREm;

13° les éléments d'ordre psycho-médico-social, en ce compris les données de santé, communiqués par l'utilisateur particulier ou attestés par un médecin, un psychologue ou un assistant social ou communiqués par les partenaires de l'accompagnement, les tiers visés au chapitre IV du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et tout autre tiers disposant de ces éléments, pouvant avoir un impact sur son positionnement métier, son degré de proximité du marché de l'emploi, la détermination de son accompagnement, ses possibilités de réaliser des actions d'insertion ou de formation, la détermination du statut de demandeur d'emploi non-mobilisable ou sur son obligation de disponibilité pour le marché de l'emploi en tant que demandeur d'emploi obligatoirement inscrit, jeune demandeur d'emploi obligatoirement inscrit ou demandeur d'emploi obligatoirement inscrit soumis à l'obligation de disponibilité adaptée ou permettant de vérifier la capacité de l'utilisateur particulier à exercer un emploi ou à accéder à une formation;

14° des données relatives à un handicap, une invalidité ou une incapacité sur le marché du travail, reconnus par toute autorité compétente ou par le tiers mandaté par cette autorité ;

15° les données bancaires nécessaires au paiement des aides versées par le FOREm;

16° l'information selon laquelle le demandeur d'emploi est sous médiation de dettes ainsi que les nom, prénom et données de contact du médiateur de dettes ;

17° les données relatives à sa recherche d'emploi ;

18° les données relatives à la détention d'un permis de conduire ;

19° les données relatives aux actions d'orientation, de formation, de validation des compétences ou d'insertion réalisées dans le cadre du parcours d'insertion de l'utilisateur particulier sur le marché du travail, notamment le retour d'informations relatives aux actions mises en œuvre par les partenaires de l'accompagnement et les tiers visés au chapitre IV du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et les tiers visés à l'article 7;

20° les données relatives à une peine privative de liberté ou à la libération lorsque ces mesures interviennent pendant que l'utilisateur particulier est accompagné par le FOREm ou soumis au contrôle de sa disponibilité sur le marché du travail.

Pour l'usager particulier dont l'identité a été authentifiée, ses données sont centralisées, agrégées et conservées dans un dossier unique, afin d'assurer le suivi des actions réalisées ou à réaliser par l'usager particulier auprès du FOREm ou auprès de tiers et de permettre un suivi longitudinal de ses actions et éléments relatifs à son insertion sur le marché du travail à partir de la fin de son obligation scolaire jusqu'à l'âge de sa pension.

§2. Afin de ne pas orienter l'usager particulier vers un emploi ou une formation professionnelle dont les conditions d'accès ou d'exercice sont réglementées ou en lien avec une activité impliquant des contacts avec des mineurs ou lorsque l'usager particulier se dirige vers un tel emploi ou une formation à un tel emploi, le FOREm consulte le casier judiciaire central afin de vérifier préalablement s'il existe ou non une condamnation pénale qui l'empêche d'accéder à l'emploi ou à la formation professionnelle qui conduit à cet emploi.

§3. Le FOREm conserve les données de l'usager particulier, au maximum pendant dix ans, à partir du moment où l'usager ne consomme plus de services auprès du FOREm, sauf si une disposition légale ou décréte impose une durée de conservation plus longue. En cas de contentieux, le FOREm peut conserver les données de l'usager particulier pendant la durée nécessaire à la gestion du contentieux.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le FOREm peut conserver, jusqu'à l'âge de la pension de l'usager particulier ou jusqu'à 3 ans après le dernier service consommé auprès du FOREm lorsque l'usager reste inscrit comme demandeur d'emploi après l'âge de sa pension, les données suivantes :

- 1° les données dont le FOREm est le gestionnaire de référence ;
- 2° les données que le FOREm a produites et dont il est le garant ;
- 3° les données nécessaires au suivi longitudinal des actions de l'usager particulier et des éléments relatifs à son insertion socioprofessionnelle qui sont déterminées par le Gouvernement.

§4. Le FOREm et les tiers visés à l'alinéa 2 peuvent échanger, les catégories de données visées au §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 3°, 5°, 7° à 13°, 18° et 19°, relatives aux usagers particuliers inscrits dans un parcours dans lequel le tiers intervient.

Les échanges portant sur les données relatives à l'usager particulier, entre le FOREm et les tiers qui interviennent dans le parcours de l'usager, soit en vertu de l'article 7, soit en raison de leur collaboration à l'exercice par le FOREm des missions prévues par ou en vertu de l'article 3, soit en raison de leur intervention dans le parcours de l'usager prévue par ou en vertu d'une disposition légale, décréte ou réglementaire, s'opèrent via les moyens mis en place par le FOREm au départ ou à destination du dossier unique.

Le FOREm est autorisé à utiliser, pour l'identification et l'authentification des usagers particuliers, dans le cadre de l'exécution de ses missions ainsi que pour les échanges de données avec les tiers visés à l'alinéa 2, intervenant dans le parcours de l'usager, les moyens suivants :

- 1° le numéro d'identification au Registre national, s'il s'agit de données relatives à une personne physique inscrite au Registre national ;
- 2° le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, visé à l'article 8, §1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque carrefour de la sécurité sociale, s'il s'agit de données relatives à une personne physique non inscrite au Registre national.

Les tiers visés à l'alinéa 2 sont autorisés, à des fins d'identification de l'usager dans leurs échanges avec le FOREm, à utiliser les numéros d'identification susmentionnés.

§5. Le FOREm collabore avec les autres services publics de l'emploi belges et peut échanger les données visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 3° à 5°, 7° à 13°, 17° à 19°, concernant les demandeurs d'emploi qui déménagent sur le territoire pour lequel cet autre service public de l'emploi est compétent.

§6. L'usager particulier peut obtenir un accès aux données le concernant dont le FOREm dispose. »

**Art. 29.** Dans la même section 2, il est inséré un article 4/2 rédigé comme suit :

« Art. 4/2. §1<sup>er</sup>. Le FOREm traite, en fonction de ce qui est nécessaire pour répondre à ses obligations, à l'exécution de ses missions ou à la demande de service de l'usager employeur, les données suivantes :

- 1° les données d'identification, à savoir la dénomination sociale, la forme juridique et les numéros d'entreprise et d'unité d'établissement ou le numéro d'identification octroyé par le pays où l'employeur a son siège social ;
- 2° les données de contact, à savoir l'adresse du siège social et les données de contact téléphonique et électronique ;
- 3° le secteur d'activité de l'employeur en lien avec les services consommés auprès du FOREm ;
- 4° les données en lien avec les services consommés auprès du FOREm ;
- 5° les données d'identification et les données de contact des personnes, désignées par l'employeur, pour gérer et accéder au dossier unique de l'usager employeur, à savoir leur numéro d'identification au registre national ou leur numéro d'identification de la banque carrefour de sécurité sociale, leur nom, prénom, téléphone et adresse électronique ;
- 6° les données relatives aux personnes de contact communiquées sur une base volontaire par l'employeur à l'attention des usagers particuliers qui souhaitent entrer en contact avec lui.

§2. Pour l'usager employeur authentifié, ses données sont centralisées, agrégées et conservées dans un dossier unique, créé et géré par le FOREm, afin d'assurer le suivi des services consommés auprès du FOREm.

Le FOREm vérifie l'identité des personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 5°, via leur carte d'identité ou par tout autre moyen d'identification qui offre un niveau de garantie élevé tel que visé dans le Règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, de manière à les authentifier.

Le FOREm est autorisé à utiliser, pour l'identification et l'authentification des personnes visées au §1<sup>er</sup>, 5°, dans le cadre de l'exécution de ses missions, les moyens suivants :

- 1° le numéro d'identification au Registre national, s'il s'agit de données relatives à une personne physique inscrite au Registre national ;
- 2° le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, visé à l'article 8, §1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque carrefour de la sécurité sociale, s'il s'agit de données relatives à une personne physique non inscrite au Registre national.

§3. Le FOREm conserve les données de l'utilisateur employeur au maximum pendant dix ans à partir du moment où il ne consomme plus de services auprès du FOREm, sauf si une disposition légale ou décrétole impose une durée de conservation plus longue.

En cas de contentieux, le FOREm peut conserver les données de l'utilisateur employeur pendant la durée nécessaire à la gestion du contentieux. ».

**Art. 30.** Dans la même section 2, il est inséré un article 4/3 rédigé comme suit :

« Art. 4/3. §1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut préciser les données comprises dans les catégories de données visées aux 4/1, §1<sup>er</sup>, et 4/2, §1<sup>er</sup>, nécessaires à l'exécution des missions confiées par ou en vertu de l'article 3.

Le Gouvernement peut déterminer, parmi les catégories de données visées à l'article 4/1, §4, alinéa 1<sup>er</sup>, les données qui ne peuvent pas être partagées avec les tiers visés à l'article 4/1, §4.

§2. Le FOREm alimente les informations relatives à l'utilisateur particulier visé à l'article 4/1, §1<sup>er</sup>, et à l'utilisateur employeur visé à l'article 4/2, §1<sup>er</sup>, sur la base des données disponibles auprès des sources authentiques auxquelles il a accès. Pour toutes les autres données, le FOREm les collecte auprès de l'utilisateur lui-même ou, pour l'utilisateur particulier, auprès du tiers intervenant dans son parcours. ».

**Art. 31.** Dans la même section 2, il est inséré un article 4/4 rédigé comme suit :

« Art. 4/4. §1<sup>er</sup>. Le FOREm peut recourir, dans l'exécution des missions visées à l'article 3, à des outils d'intelligence artificielle d'aide à la décision.

Préalablement à l'utilisation des outils visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le FOREm réalise une analyse d'impact de l'utilisation de ces outils sur les droits et libertés des personnes concernées. L'analyse d'impact est soumise à l'avis préalable de l'autorité de protection des données avec obligation de publier l'analyse d'impact, ainsi que l'avis de l'autorité de protection des données sur cette dernière.

Lorsque le FOREm recourt aux outils visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il informe, selon les modalités qu'il détermine, préalablement les personnes concernées des catégories de données utilisées par les outils et des étapes du processus pour lesquelles il y est recouru.

§2. Le Gouvernement peut créer un comité consultatif, dénommé « le Comité d'éthique », chargé de remettre des avis préalablement aux décisions de développement des outils d'intelligence artificielle en soutien des activités de digitalisation de celles-ci.

Si le Gouvernement utilise la faculté visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il fixe :

1° la composition du Comité d'éthique dont au moins deux tiers des membres sont des personnes externes au FOREm, ainsi que les modalités de désignation de ses membres ;

2° les activités découlant de la mission du Comité d'éthique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

3° les règles de fonctionnement du Comité d'éthique ;

4° le mode de calcul de l'allocation de participation et de l'indemnité pour frais de déplacement auxquelles ont droit les membres externes. ».

**Art. 32.** Dans l'article 7 du même décret, remplacé par le décret du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots «, soit d'un appel à manifestation d'intérêt » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « ou d'un marché public » sont remplacés par «, d'un marché public ou d'un appel à manifestation d'intérêt » ;

3° l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 33.** Dans le chapitre II, section 5, du même décret, il est inséré un article 7bis/1 rédigé comme suit :

« Art. 7bis/1. §1<sup>er</sup>. Sans préjudice des régimes de subvention organisés par les décrets existants et leurs arrêtés d'exécution, dans les limites des crédits disponibles inscrits à cet effet dans son budget, l'Office peut, au terme d'un appel à projets et dans le respect des principes d'équité et de transparence, octroyer un soutien financier à des tiers visés par l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>.

La subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est destinée à couvrir tout ou partie des frais liés à l'organisation d'actions d'accompagnement orienté coaching et solutions, à destination des demandeurs d'emploi inoccupés, en vue de leur insertion sur le marché du travail.

§2. La subvention couvre, au maximum, les coûts effectivement supportés dans le cadre d'actions limitées dans leur objet et leur durée. Les bénéficiaires de la subvention tiennent une comptabilité séparée des coûts et recettes découlant de la mise en œuvre de chaque action subventionnée.

La subvention ne peut être cédée par son bénéficiaire sans l'accord préalable du FOREm.

§3. Le Gouvernement précise les modalités d'application des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 et définit les règles relatives à :

1° l'organisation des appels à projets ;

2° les conditions et la procédure d'octroi de la subvention ;

3° la détermination du montant de la subvention ;

4° les modalités d'utilisation de la subvention ;

5° les modalités de liquidation de la subvention ;

6° les pièces justificatives à fournir par le bénéficiaire de la subvention ;

7° les modalités particulières de contrôle, de révision et de remboursement de tout ou partie de la subvention.

§4. Le formulaire de demande de la subvention ainsi que les documents nécessaires à l'évaluation fonctionnelle et financière de l'utilisation de la subvention sont communiqués uniquement par voie électronique, selon les moyens prévus par le FOREm. ».

**Art. 34.** Dans le chapitre II du même décret, la section 6, insérée par le décret du 10 mai 2012, est abrogée.

**Art. 35.** L'article 7ter du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié en dernier lieu par le décret du 17 mars 2016, est abrogé.

**Art. 36.** Dans le chapitre III du même décret, la section 8, est remplacée dans la rédaction suivante :

« Conseil de suivi financier et budgétaire ».

**Art. 37.** Dans la section 8, l'article 24bis, abrogé par le décret du 10 mai 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 24bis. §1<sup>er</sup>. Le Conseil de suivi financier et budgétaire est composé de :

1° deux membres du Comité de gestion visés à l'article 9, 2°, et représentant respectivement les organisations représentatives des travailleurs et les organisations représentatives des employeurs ;

2° trois membres reconnus pour leurs compétences budgétaires, désignés par le Gouvernement ;

3° un Inspecteur des Finances désigné par le Gouvernement ;

4° un représentant de la Cour des Comptes ;

5° un délégué de l'Administration du budget de la Région, désigné par le Gouvernement ;

6° un représentant de la Cellule d'informations financières.

Pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un membre suppléant est désigné. Il ne siège qu'en l'absence du membre effectif correspondant.

La qualité de membre du Conseil de suivi financier et budgétaire est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

- membre du Comité de gestion, sauf pour ce qui concerne les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

- membre du Gouvernement de l'État fédéral, d'une Région ou d'une Communauté ;

- membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté ;

- gouverneur de province ;

- membre du personnel de l'organisme, ou d'une de ses filiales, à l'exception du ou des responsable(s) de la gestion journalière ;

- conseiller externe ou consultant régulier de l'organisme.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'Administrateur général, l'Administrateur général adjoint, les directeurs généraux adjoints des directions générales centrales visées à l'article 23quater, et les commissaires du Gouvernement, assistent aux réunions du Conseil de suivi financier et budgétaire avec voix consultative. En outre, assiste également aux réunions de ce dernier, avec voix consultative, le responsable du service administratif en charge du budget de l'Office ou son délégué.

Le président est désigné, par le Gouvernement, parmi les membres effectifs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° à 6°.

§2. Les mandats des membres visés au paragraphe 1<sup>er</sup> prennent cours dans les six mois qui suivent la date de prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. Ils peuvent être renouvelés. Ils prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile ou, lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres effectifs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° à 5°, ou d'un de leurs suppléants prend fin pour l'un des motifs évoqués à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur. ».

**Art. 38.** Dans la même section 8, il est inséré un article 24bis/1 rédigé comme suit :

« Art. 24bis/1. Le Conseil de suivi financier et budgétaire est chargé de :

1° rendre des avis, dans le cadre de la procédure d'élaboration du budget de l'Office, visée à l'article 12, §1<sup>er</sup>, 7°;

2° formuler les avis ou propositions budgétaires motivés en vue de l'évaluation du fonctionnement et de l'état du service public dont est chargé l'Office et en vue de l'établissement du rapport annuel sur la mise en œuvre du contrat de gestion. Le Comité de gestion fixe le délai dans lequel les avis du Conseil de suivi financier et budgétaire doivent lui parvenir. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à partir de la formulation de la demande ;

3° faire trimestriellement rapport au Comité de gestion et au Gouvernement sur les recettes et les dépenses de l'Office, en particulier sur les prévisions en la matière et sur les différents aspects de leur évolution ;

4° donner un avis sur toute question budgétaire que lui soumettent le Gouvernement et le Comité de gestion.

Le Conseil de suivi financier et budgétaire dispose des pouvoirs d'investigation les plus larges dans le cadre de sa mission, sans toutefois avoir accès aux données individuelles. Il examine les opérations ayant une incidence financière ou budgétaire, a accès à tous les dossiers et archives et reçoit des services de l'Office tous les renseignements qu'il demande. Il peut déléguer certains de ses membres aux réunions des organes de l'Office. ».

**Art. 39.** Dans la même section 8, il est inséré un article 24bis/2 rédigé comme suit :

« Art. 24bis/2. §1<sup>er</sup>. Le Conseil de suivi financier et budgétaire établit un règlement d'ordre intérieur qui contient notamment :

1° les règles concernant la convocation des réunions ;

2° les règles relatives à leur présidence en l'absence du président ou en cas d'empêchement de celui-ci;

3° les règles relatives aux modalités de délibération ;

4° les règles relatives à la gestion des situations visées au paragraphe 2.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*.

§2. Il est interdit à tout membre du Conseil de suivi financier et budgétaire d'être présent lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération sur un objet pour lequel il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel.

§3. Le Comité de gestion désigne parmi les membres du personnel de l'Office, et sur proposition de l'Administrateur général, la personne chargée du secrétariat du Conseil de suivi financier et budgétaire.

§4. Les réunions du Conseil de suivi financier et budgétaire ne sont pas rémunérées. Les membres effectifs et les membres suppléants du Conseil de suivi financier et budgétaire ont droit au remboursement des frais de parcours qu'ils ont exposés pour les besoins inhérents à l'exercice de leur mandat dans les formes et conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Les indemnités auxquelles ils peuvent prétendre à ce titre sont à charge de l'Office. ».

**Art. 40.** Dans la même section 8, il est inséré un article 24bis/3 rédigé comme suit :

« Art. 24bis/3. Le réviseur d'entreprises adresse au Gouvernement, au Comité de gestion et au Conseil de suivi financier et budgétaire un rapport sur la situation active et passive de l'Office ainsi que sur les résultats de l'exploitation de celle-ci au moins une fois par an, à l'occasion de la confection du bilan et du compte de pertes et profits ou du compte annuel. Il signale au Gouvernement, au Comité de gestion et au Conseil de suivi financier et budgétaire, sans délai, toute négligence, toute irrégularité ou toute situation susceptible de compromettre la solvabilité de l'Office et ses liquidités. Les dépenses qui découlent des missions confiées au réviseur d'entreprises sont à charge de l'Office. ».

**Art. 41.** L'article 35 du décret du 6 mai 1999, rétabli par le décret du 17 mars 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. Dans le cadre de l'exercice des missions visées à l'article 3, §1<sup>er</sup>, 8°, un service à gestion distincte, au sens de l'article 32, contrôle, dans les limites prévues par ou en vertu du présent article, la disponibilité sur le marché de l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement, des jeunes demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement et des demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée et décide, le cas échéant, dans le respect des droits de la défense, des sanctions y afférentes, conformément au cadre normatif applicable au contrôle de la disponibilité, prévu par ou en vertu de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

L'organisation et le fonctionnement de ce service garantissent son impartialité et son indépendance dans l'exercice des missions qui lui sont confiées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour le contrôle de la disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le service à gestion distincte, en veillant au respect des droits de la défense, évalue la disponibilité active du demandeur d'emploi inscrit obligatoirement lorsqu'il est saisi du dossier de ce dernier, conformément à l'article 15, §3, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Pour le contrôle de la disponibilité active du jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le service à gestion distincte, en veillant au respect des droits de la défense, évalue sa disponibilité, conformément à l'article 15,

§4, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Le Gouvernement arrête la manière dont le service à gestion distincte exerce le contrôle de la disponibilité et, le cas échéant, l'imposition des sanctions y afférentes, la manière selon laquelle le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement et le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement sont, le cas échéant, convoqués à un entretien d'évaluation de leur disponibilité active et la manière selon laquelle le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement et le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée sont convoqués à une audition dans le cadre du contrôle de leur disponibilité passive ou adaptée.

Le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ou le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée peut introduire une demande de révision des décisions prises par le service à gestion distincte, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, qui le concerne, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les modalités concernant le déroulement de la procédure du contrôle de la disponibilité visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Dans le cadre des missions exercées par le service à gestion distincte visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ou le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée invoque un problème de santé pouvant avoir un impact sur son obligation de disponibilité sur le marché de l'emploi, le FOREm peut faire réaliser un examen par un professionnel de la santé.

Le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement ou le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée qui invoque un problème de santé est informé de la possibilité de refuser l'examen visé à l'alinéa 8.

Lorsque le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement, le jeune demandeur d'emploi inscrit obligatoirement et le demandeur d'emploi inscrit obligatoirement soumis à l'obligation de disponibilité adaptée refuse l'examen visé à l'alinéa 8, le FOREm peut refuser de prendre en compte le problème de santé invoqué dans l'évaluation de la disponibilité active, passive ou adaptée.

Le traitement de ces données de santé est réalisé sous la responsabilité d'un médecin soumis au secret professionnel ou par une autre personne, également soumise à une obligation de secret. ».

#### CHAPITRE 6. — Dispositions modificatives et abrogatoires diverses

**Art. 42.** Dans l'article 104 de la loi-programme du 2 août 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° les formations en milieu de travail visées à l'article 3, §1<sup>er</sup>, 2°, c), ii) et iii), du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi. »;

2° un alinéa 3 est inséré, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut préciser les conditions et modalités de la convention d'immersion professionnelle. ».

**Art. 43.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, modifié en dernier lieu par le décret du 19 mars 2009, les mots « dans le dispositif de coopération pour l'insertion, ci-après dénommé le Dispositif, tel qu'institué par le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion » sont remplacés par les mots « dans le dispositif de collaboration avec les partenaires de l'accompagnement, tel que prévu à la section 2 du chapitre 4 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi ».

**Art. 44.** Dans l'article 4, §1<sup>er</sup>, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 28 juin 2012, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° avoir conclu une convention de collaboration et respecter les obligations, telles que prévues au chapitre 4, section 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi ; ».

**Art. 45.** Dans l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par le décret du 19 mars 2009 et modifié par le décret du 28 juin 2012, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° une subvention versée par le FOREm sur la base de la convention de collaboration, conclue dans le cadre du chapitre 4, section 2, du décret 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi, et de l'approbation, par le FOREm, des budgets afférents au PLIC lui incombant ; ».

**Art. 46.** Dans l'article 3, §2, alinéas 4 et 6, du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.), modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012 et par le décret du 20 février 2014, les mots « vers un ou plusieurs opérateurs de formation et d'insertion tels que prévus à l'article 2, 7°, du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion » sont chaque fois remplacés par les mots « vers un ou plusieurs partenaires de l'accompagnement, tels que visés au chapitre 4, section 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solution des chercheurs d'emploi ».

**Art. 47.** Dans l'article 5, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012 et par le décret du 20 février 2014, le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° avoir conclu une convention de collaboration et respecter les obligations, telles que prévues au chapitre 4, section 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi ; ».

**Art. 48.** Dans l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° s'insérer dans le dispositif de collaboration avec les partenaires de l'accompagnement, tel que prévu au chapitre 4, section 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et s'engager à conclure et mettre en œuvre une convention de collaboration avec l'Office au sens du chapitre 4, section 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi. ».

**Art. 49.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° le conseiller de référence : le membre du personnel de l'Office, visé à l'article 7, §3, alinéa 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi. ».

**Art. 50.** Dans l'article 4, §3, du même décret, les mots « conseillers référents » sont remplacés par les mots « conseillers de référence ».

**Art. 51.** Dans l'article 6, alinéas 3 et 6, du même décret, les mots « conseiller référent » sont chaque fois remplacés par les mots « conseiller de référence ».

**Art. 52.** Dans l'article 14 du même décret, les mots « accompagnement individualisé » sont remplacés par les mots « accompagnement orienté coaching et solutions ».

**Art. 53.** Dans l'article 19, §2, du même décret, les mots « conseiller référent » sont chaque fois remplacés par les mots « conseiller de référence ».

**Art. 54.** Le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion est abrogé.

#### CHAPITRE 7. — Dispositions finales

**Art. 55.** L'accompagnement orienté coaching et solutions est évalué selon les modalités fixées par le contrat de gestion conclu entre le FOREm et le Gouvernement. Le contrat de gestion prévoit les indicateurs sur la base desquels l'évaluation est effectuée.

Cette évaluation fait l'objet d'une présentation et d'un débat au Parlement.

**Art. 56.** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur du présent décret.

L'entrée en vigueur, déterminée par le Gouvernement, peut s'opérer de manière différée et progressive, jusqu'au 31 décembre 2023, au plus tard :

1° par chapitre et, au sein d'un même chapitre, par article ;

2° par catégorie de chercheurs d'emploi.

Le Gouvernement fixe le régime transitoire des dispositions abrogées par le présent décret et les modalités selon lesquelles le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion, ainsi que les contrats de coopération qui en découlent restent d'application pendant une durée transitoire qu'il détermine.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 novembre 2021.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—  
Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon, 544 (2020-2021) N<sup>os</sup> 1, 1bis à 9

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 novembre 2021

Discussion.

Vote.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/22566]

#### 12 NOVEMBER 2021. — Decreet betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

##### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° FOREm : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", opgericht bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi";

2° het decreet van 6 mei 1999: het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

3° de gebruiker: de particuliere gebruiker bedoeld in artikel 1bis, 1°, van het decreet van 6 mei 1999;

4° de werkzoekende: elke werkzoekende in de zin van artikel 1bis, 2°, van het decreet van 6 mei 1999;

5° de verplicht ingeschreven werkzoekende: elke werkzoekende in de zin van artikel 1bis, 2°/1, van het decreet van 6 mei 1999;

6° de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende: elke werkzoekende in de zin van artikel 1bis, 2°/2, van het decreet van 6 mei 1999;

7° de verplicht ingeschreven werkzoekende onderworpen aan een verplichting van aangepaste beschikbaarheid: elke werkzoekende in de zin van artikel 1bis, 2°/3, van het decreet van 6 mei 1999;

8° de niet-werkende werkzoekende: elke werkzoekende in de zin van artikel 1bis, 2°, van het decreet van 6 mei 1999 die voldoet aan één van de volgende voorwaarden:

a) geen betaalde beroepsactiviteit uitoefent ;

b) een onvrijwillig deeltijdse werknemer is, zoals bedoeld in artikel 29 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

c) uitsluitend een bezoldigde beroepsactiviteit uitoefent als zelfstandige in bijberoep;

9° de beroepspositionering: identificatie, die zich waarschijnlijk gedurende de gehele loopbaan zal ontwikkelen, van het beroep waarin de werkzoekende werk wil zoeken, ongeacht of hij al dan niet over alle vereiste vaardigheden beschikt;

10° de begeleidingspartner: elke rechtspersoon die een opdracht van openbare dienstverlening uitvoert, toevertrouwd door of krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling, die bijdraagt tot de socio-professionele inschakeling van werkzoekenden en die met FOREm samenwerkt bij de uitvoering van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding, overeenkomstig hoofdstuk 4, afdeling 2;

11° de derde : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die tussenkomt in het kader van coaching- en oplossingsgerichte begeleiding, overeenkomstig hoofdstuk 4, afdeling 3;

12° het enkel dossier: het enkel dossier van de gebruiker bedoeld in artikel 1bis, 16°, van het decreet van 6 mei 1999;

13° de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding: alle door FOREm gecoördineerde diensten, die door FOREm of door begeleidingspartners of derden worden uitgevoerd, zodra de werkzoekende zich inschrijft, mobiliseren deze in het kader van zijn professionele inschakelingsparcours en zijn gericht op het profiel en de aspiraties van de werkzoekende, analyse van zijn behoeften, zijn mate van autonomie bij het zoeken naar werk en met betrekking tot het gebruik van digitale kanalen, zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt, de sociaaleconomische omgeving waarin hij zich ontwikkelt en de realiteit van de arbeidsmarkt, met het oog op zijn duurzame inschakeling op de arbeidsmarkt;



14° doorverwijzen: proces met het oog op het organiseren door FOREm van het in contact brengen van de werkzoekende met de begeleidingspartner of de derde van wie is vastgesteld dat het dienstenaanbod beantwoordt of kan beantwoorden aan de behoeften van de werkzoekende.

De definities opgenomen in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

**Art. 3.** Onverminderd het feit dat de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding op een andere manier en met een andere intensiteit worden verstrekt naar gelang van het profiel van elke werkzoekende, garandeert FOREm een gelijke behandeling bij de uitvoering van de hem toevertrouwde opdrachten en van de daaruit voortvloeiende diensten, ongeacht de modaliteiten van de interactie met de werkzoekende, hetzij face-to-face, hetzij op afstand.

#### HOOFDSTUK 2. — *Inschrijving als werkzoekende*

**Art. 4.** §1. Onverminderd de artikelen 64 en 65 van Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels, kan iedere natuurlijke persoon die in het Franse taalgebied verblijft overeenkomstig artikel 1 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, en die het recht heeft zich op de arbeidsmarkt te begeven, zich als werkzoekende inschrijven bij FOREm.

FOREm is voorstander van de inschrijving op afstand en garandeert tegelijkertijd dat alle in lid 1 bedoelde natuurlijke personen zich rechtstreeks tot zijn diensten kunnen wenden om zich in te schrijven.

§ 2. Vóór zijn inschrijving als werkzoekende registreert de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde natuurlijke persoon zich bij FOREm als gebruiker, autonoom of met de hulp van FOREm. Deze registratie geeft toegang tot een persoonlijke ruimte en, via deze ruimte, tot de online diensten van FOREm en genereert, na authenticatie van de gebruiker, de aanmaak van zijn enkel dossier.

Om zich te kunnen inschrijven en om FOREm in staat te stellen hem te authenticeren, identificeert de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde natuurlijke persoon zich online of met behulp van de diensten van FOREm, door middel van zijn identiteitskaart of enig ander identificatiemiddel dat een hoge mate van garantie biedt, als bedoeld in Verordening (EU) nr. 910/2014 van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, en deelt de gegevens mee bedoeld in artikel 4/1, §1, 1° tot 11°, van het decreet van 6 mei 1999.

Wanneer de in lid 2 bedoelde gegevens beschikbaar zijn uit authentieke bronnen waartoe FOREm toegang heeft, past FOREm het beginsel van eenmalige verzameling toe en verkrijgt zij deze gegevens rechtstreeks uit de authentieke bron.

Onverminderd artikel 4 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden, geeft FOREm de voorkeur aan de elektronische mededeling van het inschrijvingsbewijs, waarbij het recht van de werkzoekende om het bewijs per post of bij de diensten van FOREm te ontvangen, wordt gewaarborgd.

§ 3. Om het parcours van de werkzoekende naar duurzame inschakeling op de arbeidsmarkt te optimaliseren, zorgt FOREm er via het enkel dossier voor:

1° de informatie met betrekking tot de werkzoekende, zijn inschakelingsparcours en zijn toenadering tot FOREm, tot de begeleidingspartners en tot derden, gedurende het hele parcours, te centraliseren, te bewaren en te aggregeren;

2° in het kader van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van de werkzoekende, de onderlinge uitwisseling van informatie met de begeleidingspartners of derden mogelijk te maken.

§4. De Regering kan de modaliteiten van de inschrijving als werkzoekende nader bepalen.

**Art. 5.** §1. De inschrijving als werkzoekende is drie maanden geldig. Ze eindigt automatisch wanneer een van de volgende omstandigheden zich voordoet:

1° het verstrijken van de geldigheidsduur van drie maanden; 2° de werkzoekende verzoekt om te worden uitgeschreven;

3° de werkzoekende heeft niet langer recht op toegang tot de arbeidsmarkt.

§2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de werkzoekende die op het ogenblik van de inschrijving beantwoordt aan de definitie bedoeld in artikel 2, eerste lid, 8°, ingeschreven voor onbepaalde duur. In dit geval eindigt de inschrijving wanneer een van de volgende omstandigheden zich voordoet:

1° de werkzoekende verzoekt om te worden uitgeschreven ;

2° de werkzoekende heeft niet langer recht op toegang tot de arbeidsmarkt;

3° de werkzoekende beantwoordt niet langer aan de definitie, vermeld in artikel 2, eerste lid, 8°, gedurende achtentwintig opeenvolgende dagen;

4° de werkzoekende verblijft niet langer in het Franse taalgebied overeenkomstig artikel 4, §1, eerste lid.

In afwijking van het eerste lid, 3°, blijft de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende als werkzoekende ingeschreven wanneer hij niet voldoet aan de definitie bedoeld in artikel 2, 8°, gedurende meer dan achtentwintig opeenvolgende dagen.

De Regering kan de omstandigheden waaronder de inschrijving eindigt, aanvullen.

§ 3. Teneinde het recht op sociale zekerheid te verzekeren, moet een werkzoekende die tijdens de geldigheidsduur van de in paragraaf 1 bedoelde inschrijving een niet-werkende werkzoekende wordt, zich opnieuw bij FOREm inschrijven.

**Art. 6.** Bij de inschrijving informeert FOREm de werkzoekende over zijn rechten en plichten en over de diensten die FOREm hem ter beschikking stelt om zijn inschakeling op de arbeidsmarkt te ondersteunen.

HOOFDSTUK 3. — *Coaching- en oplossingsgerichte begeleiding*

**Art. 7.** §1. Om hun duurzame socio-professionele inschakeling in een kwaliteitsbaan te bevorderen, krijgen alle werkzoekenden, zodra zij zich inschrijven, coaching- en oplossingsgerichte begeleiding, die is aangepast aan hun profiel, hun professionele aspiraties, de analyse van hun behoeften, hun mate van autonomie bij het zoeken naar werk en met betrekking tot het gebruik van digitale kanalen, hun mate van nabijheid tot de markt, hun sociaaleconomische omgeving en de realiteiten van de arbeidsmarkt.

De intensiteit en de aard van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding houden rekening met de prioriteit die moet worden toegekend aan niet-werkende werkzoekenden en kunnen variëren naar gelang van het adaptieve karakter van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding, met name naar gelang van de mate waarin de werkzoekende dichter bij de arbeidsmarkt staat en zijn autonomie bij het zoeken naar werk.

§ 2. De coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van de werkzoekende is gebaseerd op een multidisciplinair team en wordt verzekerd door FOREm-begeleiders, belast met het mobiliseren van de werkzoekende, het uitvoeren van individuele of collectieve acties gericht op de professionele inschakeling van de werkzoekende, alsook het opvolgen en coördineren van de hele begeleiding van deze laatste, met expertise in het identificeren en analyseren van de behoeften van de werkzoekende en :

1° sectorale deskundigheid, met name inzake de vaardigheden die nodig zijn voor de inschakeling van de werkzoekende in de betrokken beroepssector ;

2° of deskundigheid in de aanpak van belemmeringen voor de inschakeling van werkzoekenden, in de methodieken om die weg te nemen en in de dienstverlening van de begeleidingspartners;

3° of deskundigheid in begeleiding op afstand.

FOREm organiseert de permanente opleiding van de begeleiders, zodat zij met name hun vaardigheden op het gebied van het beheer van de menselijke betrekkingen en hun vermogen om de werkzoekende te motiveren en tot volledige deelname aan te moedigen, kunnen ontwikkelen.

§ 3. De werkzoekende kan op elk moment een beroep doen op een referentiebegeleider die samen met hem inschakelingdiensten uitvoert, instaat voor zijn opvolging, coaching en coördinatie van het hele inschakelingsparcours en van alle acties die eruit voortvloeien, ongeacht of deze door FOREm dan wel door de begeleidingspartners of door derden worden verzorgd.

Een referentiebegeleider wordt toegewezen aan elke werkzoekende die daaraan behoefte heeft of die als niet-werkende werkzoekende is ingeschreven sinds een door de Regering vastgestelde periode.

§ 4. De coaching- en oplossingsgerichte begeleiding leidt, vanaf het moment dat de werkzoekende een referentiebegeleider krijgt toegewezen, tot de uitwerking van een evolutief actieplan dat is aangepast aan het profiel van de werkzoekende, aan zijn beroepsaspiraties, aan de analyse van zijn behoeften, aan de mate waarin hij dicht bij de arbeidsmarkt staat, aan zijn sociaaleconomische omgeving en aan de realiteit van de arbeidsmarkt, bij de uitwerking en de evolutie waarvan de werkzoekende nauw wordt betrokken.

§ 5. De Regering kan de modaliteiten van de in de paragrafen 1 tot en met 4 bedoelde coaching- en oplossingsgerichte begeleiding nader bepalen en, afhankelijk van de beschikbare begrotingsmiddelen en personele middelen, de situatie op de arbeidsmarkt en de inzet van technologische hulpmiddelen, categorieën van werkzoekenden vaststellen die prioritair toegang hebben tot coaching- en oplossingsgerichte begeleiding.

**Art. 8.** Werkzoekenden die in het kader van hun coaching- en oplossingsgerichte begeleiding deelnemen aan opleidings- of inschakelingacties die worden georganiseerd door FOREm, een begeleidingspartner of een derde, kunnen in aanmerking komen voor een door FOREm toegekende overeenkomst voor beroepsopleiding .

De Regering stelt de voorwaarden vast voor de toekenning van de overeenkomst voor beroepsopleiding en, in voorkomend geval, de daaraan verbonden voordelen.

**Art. 9.** De digitale autonomie van de werkzoekende, zijn arbeidspositie en zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt worden bij de inschrijving geobjectiveerd.

Indien relevant of indien de werkzoekende daarom verzoekt, voert FOREm een voor de werkzoekende verplichte beoordeling van zijn vaardigheden uit, om zijn beroepspositionering en zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt op geldige wijze te bepalen.

Bij het bepalen van de mate van digitale autonomie wordt rekening gehouden met de evaluatie van de capaciteiten van de werkzoekende om digitale kanalen te gebruiken, alsook met de mogelijkheden van de werkzoekende om toegang te krijgen tot de juiste apparatuur, instrumenten en computerverbindingen. FOREm biedt passende begeleiding op basis van deze elementen en de behoeften van de werkzoekende.

Wanneer FOREm een of meer gezondheids- of psychosociale problemen vaststelt of wanneer de werkzoekende zich op een dergelijk probleem beroept dat een invloed kan hebben op zijn beroepspositionering of op zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt of op de bepaling van zijn status als niet-mobiliseerbare werkzoekende of op zijn beschikbaarheid op de arbeidsmarkt, zal FOREm, een medisch onderzoek of een anamnese door een psycholoog of een maatschappelijk werker kan laten verrichten om het (de) gezondheids- of psychosociale probleem(en) na te gaan en de gevolgen ervan voor de duurzame inschakeling van de werkzoekende op de arbeidsmarkt vast te stellen, zodat er rekening mee kan worden gehouden bij de uitvoering van zijn begeleiding, in het kader van de vaststelling van de status van niet-mobilisabele werkzoekende en in het kader van zijn verplichting tot beschikbaarheid op de arbeidsmarkt. De werkzoekende wordt in kennis gesteld van de mogelijkheid om het onderzoek of de anamnese te weigeren.

Wanneer de werkzoekende het onderzoek of de anamnese bedoeld in het vierde lid weigert, kan FOREm weigeren om in het kader van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding rekening te houden met de door de werkzoekende aangevoerde gezondheids- of psychosociale moeilijkheden.

In het kader van de beroepspositionering wordt alleen rekening gehouden met de verklaring betreffende de geschiktheid of ongeschiktheid om een beroep uit te oefenen of de eventuele beperkingen in verband met dit beroep, die aan het einde van het medisch onderzoek wordt geformuleerd.

De verwerking van deze gezondheids- of psychosociale gegevens geschiedt onder de verantwoordelijkheid van een arts, psycholoog of maatschappelijk werker die aan het beroepsgeheim is onderworpen, of door een andere persoon, die eveneens aan een geheimhoudingsplicht is onderworpen.

Bij ontstentenis van beroepspositionering of wanneer de kwaliteit van de beroepspositionering van de werkzoekende, gelet op zijn profiel, zijn beroepsaspiraties, de analyse van zijn behoeften, zijn graad van nabijheid tot de arbeidsmarkt en de realiteit van de arbeidsmarkt, onzeker is, maakt FOREm, naargelang van de behoeften van de werkzoekende en om aan deze behoeften tegemoet te komen, onder meer gebruik van het aanbod van diensten van het systeem voor levenslange oriëntering, bedoeld in artikel 1bis, 11°, van het decreet van 6 mei 1999.

De Regering kan de modaliteiten bepalen voor de objectivering van de digitale en beroepsmatige autonomie van de werkzoekende, de beroepspositionering en de graad van nabijheid tot de arbeidsmarkt, met inbegrip van de modaliteiten voor de tussenkomst van de actoren van het systeem van levenslange begeleiding.

**Art. 10.** Door middel van coaching- en oplossingsgerichte begeleiding voldoet FOREm aan zijn verplichtingen in het kader van de "Garantie Jeunes" en garandeert hij met name voor werkzoekenden jonger dan 30 jaar de inzet van de nodige middelen voor hun inschakeling, de ontwikkeling en erkenning van hun vaardigheden of het aanbieden van perioden van onderdompeling of opleiding op de werkplek.

**Art. 11.** FOREm biedt fysieke begeleiding aan werkzoekenden die door hun digitale autonomie geen begeleiding op afstand kunnen krijgen of wanneer de werkzoekende fysieke begeleiding nodig heeft of daarom verzoekt.

Met inachtneming van lid 1 kan FOREm digitale kanalen gebruiken voor elke interactie, voortvloeiend uit de uitvoering van dit decreet, met de werkzoekende wiens digitale autonomie, geobjectiveerd en ondersteund door FOREm, een begeleidingspartner of een derde, een begeleiding op afstand mogelijk maakt.

Afhankelijk van de digitale autonomie en de behoeften van de werkzoekende kan de begeleiding deels face-to-face en deels op afstand worden georganiseerd.

Onverminderd artikel 4 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden, geeft FOREm de voorkeur aan de elektronische mededeling, en garandeert hij de werkzoekenden die tot deze communicatie geen toegang hebben, een communicatie per post.

**Art. 12.** De werkzoekende die bij FOREm ingeschreven is :

1° zoekt werk en werkt als volwaardige actor mee aan de uitvoering van zijn coaching- en oplossingsgerichte begeleiding;

2° stelt FOREm in kennis van elke wijziging van de gegevens die hij aan FOREm heeft meegedeeld en waartoe FOREm geen toegang heeft indien de gegevens niet worden bijgewerkt door de werkzoekende;

3° woont de geplande afspraken, face-to-face of op afstand, op de aangeduide datum en uur bij.

In geval van niet-nakoming van de in lid 1 genoemde verplichtingen kan FOREm, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten:

1° beslissen, wanneer hij vaststelt dat de werkzoekende onvoldoende meewerkt aan de uitvoering van het begeleidingsparcours dat hem door FOREm wordt voorgesteld of in geval van herhaalde afwezigheid op de gesprekken waarvoor hij wordt opgeroepen, de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van de werkzoekende die niet verplicht is ingeschreven, op te schorten;

2° de verplicht ingeschreven werkzoekende of de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende of de verplicht ingeschreven werkzoekende onderworpen aan de aangepaste beschikbaarheid sanctioneren in het kader van de controle van zijn passieve, actieve of aangepaste beschikbaarheid, met inachtneming van het federale normatieve kader inzake beschikbaarheid, zoals voorzien door het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, en in het kader van zijn actieve beschikbaarheid, zoals bepaald bij of krachtens artikel 15.

**Art. 13.** In het kader van de opdrachten van FOREm inzake informatie, advies aan de werkgevers en beheer van hun werkaanbiedingen, zoals bedoeld in artikel 3, §1, 1°, b), van het decreet van 6 mei 1999, voert FOREm, op vraag van de werkgevers, preselecties uit van kandidaten onder de werkzoekenden.

FOREm deelt aan de werkgevers de in artikel 4/1, §1, eerste lid, 1°, 3°, 5°, 7°, 8°, 10° en 11° van het decreet van 6 mei 1999 bedoelde gegevens mee van de voorgeselecteerde kandidaten die voldoen aan de criteria waarover de werkgevers en FOREm een akkoord hebben bereikt.

De werkgevers die een beroep doen op de opdrachten van FOREm, bedoeld in artikel 3, §1, 1°, b), van het decreet van 6 mei 1999, eerbiedigen de collectieve arbeidsovereenkomsten inzake aanwerving en selectie van werknemers, die op hen van toepassing zijn.

De werkgever die gebruik maakt van de diensten van FOREm, als bedoeld in lid 1, zendt FOREm een feedback over de door hem voorgeselecteerde werkzoekenden die hebben gereageerd op de werkaanbieding van de werkgever, ongeacht of zij al dan niet in dienst zijn genomen. De feedback gaat over de dienstneming of niet van de kandidaat die naar het sollicitatiegesprek is gegaan en de redenen en criteria op grond waarvan de kandidaat al dan niet voor de baan is geselecteerd. Deze informatie is bedoeld om de begeleiding van de werkzoekenden te verbeteren, met uitsluiting van het toezicht op hun beschikbaarheid op de arbeidsmarkt, en om beter in te spelen op de aanwervingsbehoeften van werkgevers.

De Regering kan de modaliteiten van de in lid 4 bedoelde feedback nader bepalen.

**Art. 14.** Bepaalde voorwaarden voor het toekennen van vrijstellingen van beschikbaarheid worden onweerlegbaar geacht vervuld te zijn, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, wanneer de studies of opleidingen die de werkzoekende, volledig werkloos in de zin van artikel 27, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991, wenst te volgen, door FOREm, in het kader van zijn begeleidings- en oplossingsgerichte begeleiding, als relevant worden beschouwd met het oog op zijn duurzame inschakeling op de arbeidsmarkt.

De Regering kan de criteria bepalen aan de hand waarvan de relevantie van de studie of opleiding met het oog op de duurzame inschakeling van de werkzoekende op de arbeidsmarkt door FOREm wordt beoordeeld.

**Art. 15.** §1. Bij coaching- en oplossingsgerichte begeleiding wordt rekening gehouden met de verplichtingen van actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende en de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende.

Vanuit formatief oogpunt wordt de uitvoering van de begeleiding door FOREm voor elke werkzoekende geëvalueerd.

§ 2. De evaluatie van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding is gebaseerd op de evaluatie van de actieve beschikbaarheid in de zin van artikel 36/1, derde lid, 2°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering, voor de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende, en op de evaluatie van de actieve beschikbaarheid in de zin van artikel 58/1, derde lid, 1°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering, voor de verplicht ingeschreven werkzoekende. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering, houdt deze evaluatie onder meer rekening met het profiel van de werkzoekende, de beschikbare diensten, de mogelijkheden die de arbeidsmarkt biedt en de medewerking van de werkzoekende aan de acties die in het kader van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding worden overeengekomen.

§ 3. Indien de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende tijdens de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding en na een geformaliseerd proces waarvan de modaliteiten door de Regering worden bepaald, niet positief kan worden beoordeeld op basis van de begeleiding met betrekking tot de naleving van zijn actieve beschikbaarheid bedoeld in artikel 58, §1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering, wordt het dossier van de verplicht ingeschreven werkzoekende overgemaakt aan de dienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999.

In geval van herhaalde, al dan niet opeenvolgende en al dan niet ongegronde afwezigheden van de verplicht ingeschreven werkzoekende op de evaluatie- of opvolgingsgesprekken die in het kader van zijn begeleiding zijn voorzien, kan zijn dossier worden overgemaakt aan de dienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

De dienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999 analyseert het dossier en neemt, na de verplicht ingeschreven werkzoekende te hebben laten horen, met eerbiediging van de rechten van verdediging, een evaluatiebeslissing en, in geval van negatieve evaluatie, een beslissing over de toepasselijke sancties, overeenkomstig de artikelen 58/2 tot 58/11 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering, overeenkomstig de bepalingen bepaald bij of krachtens artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999.

In geval van een negatieve evaluatie voert de dienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999 een nieuwe evaluatie uit van de actieve beschikbaarheid van de ingeschreven werkzoekende, overeenkomstig de door de Regering vastgelegde modaliteiten. Wanneer FOREm tijdens de evaluatieperiode tussen het negatieve evaluatiebesluit en de nieuwe evaluatie, in het kader van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding, een gunstig advies uitbrengt over de actieve beschikbaarheid van de ingeschreven werkzoekende, meldt de dienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999 een positieve evaluatie. Bij gebreke van een gunstig advies neemt de dienst met afzonderlijk beheer, na de verplicht ingeschreven werkzoekende te hebben gehoord, met inachtneming van de rechten van verdediging, een evaluatiebeslissing en, in geval van een negatieve evaluatie, een beslissing over de daaraan verbonden sancties, met inachtneming van de artikelen 58/2 tot 58/11 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering.

§ 4. Indien FOREm in het kader van de evaluatie van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van de overeenkomstig paragraaf 2 verplicht ingeschreven jonge werkzoekende een gunstig advies uitbrengt tijdens de periode van evaluatie van zijn actieve beschikbaarheid door de dienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999, deelt deze laatste een positieve evaluatie mee.

Bij ontstentenis van een gunstig advies, zoals bedoeld in lid 2, neemt de dienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999, na de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende te hebben laten horen, met eerbiediging van de rechten van verdediging, een evaluatiebeslissing met inachtneming van de artikelen 36/2 tot 36/11 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering.

§ 5. De Regering stelt de methoden en de procedure vast voor de beoordeling van de actieve beschikbaarheid van verplicht ingeschreven werkzoekenden en verplicht ingeschreven jonge werkzoekenden.

#### HOOFDSTUK 4. — *Tussenkomst van derden*

##### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 16.** §1. In het kader van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding kan FOREm de werkzoekende doorverwijzen naar een begeleidingspartner of een derde, wanneer hun dienstverlening het meest relevant is met betrekking tot het profiel, de professionele aspiraties van de werkzoekende, de analyse van zijn behoeften, zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt, zijn sociaaleconomische omgeving en de realiteit van de arbeidsmarkt.

§2. Op basis van een analyse van de profielen en de behoeften van de werkzoekenden en van de arbeidsmarkt, stelt FOREm om de drie jaar aan de Regering, volgens de modaliteiten die deze laatste kan bepalen, een analyse voor met betrekking tot de volumes en de soorten prestaties die nodig zijn om aan de vastgestelde behoeften te voldoen.

**Art. 17.** § 1. FOREm en de begeleidingspartners of derden wisselen, met het oog op de optimalisering van de praktijken en synergiën die zijn ontwikkeld om de inschakeling van werkzoekenden op de arbeidsmarkt te ondersteunen, informatie uit over de uitvoering van de inschakelingsparcoursen van werkzoekenden, de strategieën en methodologieën voor de uitvoering ervan, alsmede over het dienstenaanbod.

Deze uitwisseling van informatie tussen de begeleidingspartners en FOREm vindt plaats via het in punt 2 bedoelde samenwerkingsmechanisme en via de door FOREm ter beschikking gestelde middelen.

§ 2. Uitwisselingen tussen FOREm en de begeleidingspartner of de derde betreffende gegevens over werkzoekenden die door de begeleidingspartner of de derde worden doorverwezen of onder zijn hoede genomen, vinden plaats via de door FOREm opgezette middelen van of naar het enig dossier.

FOREm en de begeleidingspartner of de derde wisselen de in artikel 4/1, §1, eerste lid, 1°, 3°, 5°, 7° tot 13°, 18° en 19°, van het decreet van 6 mei 1999 bedoelde categorieën van gegevens uit, betreffende de werkzoekenden die door de begeleidingspartner of de derde worden doorverwezen of in dienst genomen.

Voor identificatiedoeleinden zijn de begeleidingspartners van de en derden in hun uitwisselingen met FOREm met betrekking tot de in lid 2 bedoelde gegevens gemachtigd de volgende nummers te gebruiken:

1° het identificatienummer van de werkzoekende in het Rijksregister, indien het gaat om gegevens betreffende een in het Rijksregister ingeschreven natuurlijke persoon ;

2° het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, §1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, indien het gaat om gegevens met betrekking tot een natuurlijke persoon die niet in het Rijksregister is ingeschreven.

De begeleidingspartners die met FOREm gegevens uitwisselen over de werkzoekenden die naar hen zijn doorverwezen of die zij onder hun hoede nemen, wegens hun openbare dienstverleningstaak die bestaat in de socio-professionele inschakeling van werkzoekenden, zijn verantwoordelijk voor de verwerking van hun gegevens in het kader van deze opdracht.

De begeleidingspartners of derden nemen de nodige technische en organisatorische maatregelen om de veiligheid van de gegevens te waarborgen.

Voor de in lid 2 bedoelde informatie zorgt FOREm voor een systeem van actieve transparantie ten aanzien van de betrokken werkzoekenden, zodat zij hun opmerkingen kunnen formuleren over de feedback die door de begeleidingspartners of door derden wordt verstrekt.

§3. In het kader van de in paragraaf 2 bedoelde informatie-uitwisselingen zorgen FOREm en de begeleidingspartners voor een operationele dialoog over de begeleiding en het inschakelingsparcours van de werkzoekende. De Regering bepaalt wat onder operationele dialoog wordt verstaan.

§4. De Regering kan van de in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde categorieën van gegevens preciseren welke informatie wordt uitgewisseld tussen FOREm en de begeleidingspartners of derden, en de nadere regels voor de uitwisseling van informatie vaststellen.

#### *Afdeling 2. — Samenwerkingsverbanden met de begeleidingspartners*

**Art. 18.** § 1. In het kader van de uitvoering van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden werkt FOREm met name samen met de volgende ondersteuningspartners, waarmee zij een medewerkings- of samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten :

1° de centra voor socioprofessionele inschakeling bedoeld in het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

2° de begeleidingsstructuren voor zelftewerstelling bedoeld in het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerstelling ) (afgekort "S.A.A.C.E.");

3° de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling bedoeld in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

4° de buurwijken bedoeld in de artikelen 195 en 196 van het Waalse Wetboek Duurzaam Wonen;

5° de plaatselijke agentschappen voor arbeidsvoorziening;

6° de gewestelijke centra voor de inschakeling van vreemdelingen bedoeld in de artikelen 153 tot 153/7 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

7° het "Agence wallonne pour une Vie de Qualité" (Waalse Agentschap voor de Kwaliteit van het Leven);

8° de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling bedoeld in de artikelen 905 tot 990 van het reglementair Deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

9° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De Regering kan de lijst van de begeleidingspartners waarmee FOREm samenwerkt, aanvullen.

§2. Er wordt een samenwerkingsmechanisme ingesteld tussen FOREm en de in paragraaf 1 bedoelde begeleidingspartners, met inbegrip van een gewestelijke overlegcommissie, subregionale overlegcommissies, medewerkingsovereenkomsten en samenwerkingsovereenkomsten.

Het samenwerkingsmechanisme verzekert het overleg en de organisatie van de samenwerking tussen FOREm en de begeleidingspartners, teneinde met name het volgende te garanderen:

1° de samenwerking tussen FOREm en de partners, met respect voor hun respectieve rol en hun autonomie, in een relatie van vertrouwen en dialoog, teneinde, via hun gezamenlijk optreden, de begeleiding van de werkzoekende en zijn inschakelingsmogelijkheden te versterken;

2° de zichtbaarheid van het dienstenaanbod, met betrekking tot coaching- en oplossingsgerichte begeleiding, van de begeleidingspartners;

3° de overname van de verantwoordelijkheid door de begeleidingspartners van de door FOREm doorverwezen werkzoekenden;

4° de uitwisseling van informatie bedoeld in artikel 17, §1 tot 3, tussen FOREm en de begeleidingspartners;

5° de versterking van de complementariteit van de tussenkomst en het dienstenaanbod van FOREm en de begeleidingspartners;

6° de evaluatie van de samenwerking met FOREm en de begeleidingspartner.

De Regering kan de doelstellingen van het samenwerkingsmechanisme nader omschrijven.

**Art. 19.** § 1. De in artikel 18, lid 2, bedoelde gewestelijke overlegcommissie heeft tot taak :

1° de strategische en operationele krachtlijnen van de samenwerking tussen FOREm en de begeleidingspartners vast te leggen ;

2° een voorafgaand advies uit te brengen :

a) over de modaliteiten van het zichtbaar maken van het dienstenaanbod van de begeleidingspartners ;

b) over de modaliteiten van de verantwoordelijkheid door de begeleidingspartners van de door FOREm doorverwezen werkzoekenden ;

c) over de modaliteiten over de uitwisseling van informatie en voor de operationele dialoog als bedoeld in artikel 17 tussen FOREm en de begeleidingspartners;

d) en, in samenwerking met de regio-instantie kwalificerend onderwijs - vorming - arbeidsmarkt, hierna de "KOVA-regio-instantie" genoemd, over de overeenkomstig artikel 16, §2 door FOREm uitgevoerde analyse met betrekking tot de volumes en soorten diensten die nodig zijn om aan de vastgestelde behoeften te voldoen;

3° de jaarlijkse actieplannen van de subregionale commissies te valideren en goed te keuren ;

4° de evaluatie uit te voeren van de samenwerking tussen FOREm en de begeleidingspartners, met inbegrip van de verrichting van de jaarlijkse actieplannen van de subregionale commissies en de ingevoerde acties, met het oog op met name het optimaliseren van het inschakelingsparcours van de werkzoekenden en hun duurzame inschakeling op de arbeidsmarkt ;

5° in te spelen op de moeilijkheden, vragen en verwachtingen van de subregionale commissies ;

6° de communicatie met de subregionale overlegcommissies te organiseren ;

7° op eigen initiatief of op verzoek, adviezen op te stellen over de opportuniteit met betrekking tot de invoering van coaching- en oplossingsgerichte begeleiding met het oog op de verbetering van de samenhang, de zichtbaarheid en de doeltreffendheid van het mechanisme om de parcoursen van de werkzoekenden vlotter te laten verlopen en de werking van het mechanisme te verbeteren;

8° de minimale gemeenschappelijke inhoud van de medewerkingsovereenkomsten op te stellen.

De subregionale overlegcommissies tussen FOREm en de begeleidingspartners, bedoeld in artikel 18, §2, hebben tot taak:

1° de operationele samenwerking te organiseren tussen FOREm en de begeleidingspartners op het grondgebied van de betrokken "KOVA-regio-instantie" ;

2° de doorverwijzing en het parcours van werkzoekenden soepeler te laten verlopen;

3° de uitvoering van het jaarlijks actieplan, gevalideerd door de gewestelijke overlegcommissie, vast te stellen en te controleren;

4° elk geschil met betrekking tot de uitvoering van de medewerkingsovereenkomst te beslechten;

5° ten minste eenmaal per jaar samen te komen met de "KOVA-regio-instantie" van hun referentiegrondgebied om een presentatie te verzekeren van het jaarlijkse actieplan, van de werkzaamheden die in dat kader worden uitgevoerd en van de stand van zaken, teneinde bij die gelegenheid de voorstellen en aanbevelingen van de "KOVA-regio-instantie" te verzamelen en van gedachten te wisselen over de evaluatie en de vooruitzichten van de begeleidingspartners.

Er wordt een medewerkingsovereenkomst tussen FOREm en de begeleidingspartner gesloten. Bedoelde overeenkomst:

1° bepaalt het jaarlijks actieplan voorgesteld door de subregionale overlegcommissie en gevalideerd door de gewestelijke overlegcommissie ;

2° bepaalt de individuele organisatiemodaliteiten van de samenwerking tussen FOREm en de begeleidingspartner, met inbegrip van het volume werkzoekenden die doorverwezen worden;

3° organiseert de rapportering van de acties uitgevoerd door de begeleidingspartner aan de subregionale overlegcommissie ;

4° bepaalt, met inachtneming van de krachtens artikel 8, tweede lid, vastgestelde voorwaarden en modaliteiten, de voorwaarden voor de toekenning van beroepsopleidingsovereenkomsten, sociale uitkeringen voor werkzoekenden en verzekeringsdekking ;

5° legt de modaliteiten vast om de uitwisseling van informatie te verzekeren, met inbegrip van de operationele dialoog tussen de FOREm-begeleiders en de begeleidingspartner.

Indien een van de partijen bij de samenwerkingsovereenkomst haar verplichtingen ten onrechte niet nakomt, kan de andere partij, na het geschil te hebben voorgelegd aan de subregionale commissie, de medewerkingsovereenkomst opzeggen.

In afwijking van lid 3 wordt in onderling overleg een samenwerkingsovereenkomst gesloten tussen FOREm en de begeleidingspartners die voldoen aan de definitie van overheidsinstantie.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de samenwerking met de begeleidingspartners en van de samenwerkingsovereenkomst en bepaalt de samenstelling en de werkingsvoorwaarden van de in lid 1, eerste en tweede leden, bedoelde commissies.

§2. Bij de uitvoering van hun taken zien de gewestelijke overlegcommissie en de subregionale overlegcommissies toe op de samenhang van het aanbod van oriëntatie, opleiding, validering van vaardigheden en inschakeling.

Zij steunen in het bijzonder op de actieplannen, aanbevelingen en instrumenten en methodologieën van de voorziening voor levenslange oriëntering, bedoeld in artikel 1bis, 11°, van het decreet van 6 mei 1999, van het Consortium voor de Validering van Vaardigheden, bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van competenties en de regeling "Wallonie Compétences d'Avenir", bedoeld in artikel 1bis, 14°, van het decreet van 6 mei 1999.

#### Art. 20. FOREm:

1° zorgt voor het secretariaat en de coördinatie van de gewestelijke en subregionale overlegcommissies en de coördinatie van het samenwerkingsmechanisme;

2° leeft de acties van het jaarlijkse actieplan na dat binnen de subregionale overlegcommissie is overeengekomen tussen FOREm en de begeleidingspartners, en dat door de gewestelijke overlegcommissie is gevalideerd;

3° voert de medewerkingsovereenkomst uit die is opgesteld met inachtneming van het jaarlijks actieplan;

4° verzekert de relevantie van de doorverwijzing van de werkzoekende naar de door de begeleidingspartner aangeboden dienstverlening, rekening houdend met zijn behoeften, zijn professionele aspiraties, zijn profiel, zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt, zijn socio-economische omgeving;

5° deelt in het kader van de informatie-uitwisseling en de operationele dialoog, bedoeld in artikel 17, de gegevens en inlichtingen met betrekking tot de werkzoekende mee, die nodig zijn om hem optimaal te kunnen begeleiden door de begeleidingspartner;

6° houdt rekening met de beschikbare plaatsen bij de begeleidingspartner;

7° ondersteunt de begeleidingspartner bij het zichtbaar maken van zijn dienstenaanbod.

**Art. 21.** De begeleidingspartner :

1° leeft de inhoud van het jaarlijkse actieplan na dat binnen de subregionale overlegcommissie is overeengekomen tussen FOREm en de begeleidingspartners, en dat door de gewestelijke overlegcommissie is gevalideerd;

2° voert de medewerkingsovereenkomst uit die is opgesteld met inachtneming van het in 1° bedoelde jaarlijks actieplan;

3° verwelkomt elke werkzoekende die door FOREm wordt doorverwezen, en neemt bedoelde werkzoekende onder zijn hoede;

4° stelt FOREm in kennis van zijn dienstenaanbod, de beoogde doelstellingen, de verwachte en te leveren resultaten, de plaats, de duur en het tijdschema, indien van toepassing, de betrokken doelgroepen en de beschikbaarheid van plaatsen die toegang geven tot de door hem aangeboden diensten en de bijwerking ervan;

5° ondersteunt en volgt de werkzoekende tijdens de realisatie van de dienstverlening en brengt FOREm op de hoogte van elke gebeurtenis die een invloed kan hebben op zijn begeleiding;

6° deelt aan FOREm de gegevens mee betreffende de uitvoering van de acties die hij met de werkzoekende onderneemt, ongeacht of hij al dan niet door FOREm werd doorverwezen, en betreffende de evolutie van zijn parcours, overeenkomstig artikel 17 ;

7° verifieert de inschrijving als werkzoekende van de begunstigde van zijn diensten en brengt FOREm op de hoogte van de begeleiding van elke werkzoekende, ten laatste op het ogenblik dat de begeleiding van de werkzoekende effectief aanvangt.

Voor de toepassing van lid 1, 3°, kan de begeleidingspartner, na overleg met FOREm, weigeren de doorverwezen werkzoekende onder zijn hoede te nemen wanneer de dienstverlening niet relevant is gelet op het profiel van de werkzoekende, zijn professionele aspiraties, de analyse van zijn behoeften, zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt, zijn socio-economische omgeving en de realiteit van de arbeidsmarkt. Bij herhaalde meningsverschillen tussen FOREm en de begeleidingspartner over de relevantie van de door laatstgenoemde voorgestelde acties ten aanzien van de behoeften van de door FOREm doorverwezen werkzoekenden, kan laatstgenoemde of de begeleidingspartner zich wenden tot de subregionale overlegcommissie.

Wanneer de begeleidingspartner een werkzoekende spontaan begeleidt, die niet door FOREm is doorverwezen en laatstgenoemde van oordeel is dat de actie die de werkzoekende bij de begeleidingspartner onderneemt, niet relevant is ten aanzien van het actieplan dat hij met FOREm heeft afgesloten in het kader van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding, organiseert FOREm een overleg met de begeleidingspartner in het kader van de operationele dialoog om na te gaan of de dienstverlening aangepast is aan de kenmerken van de werkzoekende en uitzicht biedt op inschakeling in het arbeidsproces. In geval van herhaalde onenigheid kan het geschil worden voorgelegd aan de bevoegde subregionale overlegcommissie.

De informatie opgenomen in het eerste lid, 6°, kan nader bepaald worden door de Regering. De informatie bedoeld in het eerste lid, 6°, met uitzondering van de informatie over afwezigheid van de werkzoekende op de prestaties en de reden daarvan, heeft enkel tot doel de kwaliteit van de begeleiding en de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding te verbeteren, met uitsluiting van de controle op de beschikbaarheid van de werkzoekende.

*Afdeling 3. — Tussenkomst van derden*

**Art. 22.** Met inachtneming van hoofdstuk II, afdeling 5, van het decreet van 6 mei 1999, kunnen derden tussenbeide komen voor de verwezenlijking van prestaties die relevant worden geacht voor de socio-professionele inschakeling en de uitvoering van coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

FOREm vergewist zich in het kader van de rechtsverhouding die hem met de derde bindt, dat laatstgenoemde hem de informatie meedeelt betreffende de verwezenlijking van de acties die hij met de door FOREm doorverwezen of door FOREm geselecteerde werkzoekende, al dan niet met de nauwe medewerking van de derde, onderneemt en betreffende de evolutie van zijn inschakelingsparcours, overeenkomstig artikel 17.

De informatie opgenomen in het tweede lid kan door de Regering bepaald worden.

De feedback bedoeld in het eerste lid, 6°, met uitzondering van de informatie over de afwezigheid van de werkzoekende op de prestaties en de reden daarvan, heeft enkel tot doel de kwaliteit van de begeleiding en de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding te verbeteren, met uitsluiting van de controle op de beschikbaarheid van de werkzoekende.

**Art. 23.** In het kader van de uitvoering van de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding kan FOREm, overeenkomstig artikel 7bis/1 van het decreet van 6 mei 1999, en met name op basis van de analyse bedoeld in artikel 16, §2, de subsidiëring organiseren van acties gericht op niet-werkende werkzoekenden die worden geconfronteerd met belemmeringen die hun duurzame inschakeling op de arbeidsmarkt vertragen of niet toelaten.

De gesubsidieerde acties beantwoorden aan de behoeften van de in lid 1 bedoelde werkzoekenden waarin niet wordt voorzien door het structurele dienstenaanbod van FOREm of van de in afdeling 2 bedoelde begeleidingspartners.

De toekenning van de subsidie voor de uitvoering van de in lid 1 bedoelde acties ten behoeve van de in lid 1 bedoelde werkzoekenden staat gelijk met de erkenning van het sociale karakter van de begunstigde ervan voor de gesubsidieerde acties.

De derden die subsidie ontvangen voor acties ten behoeve van niet-werkende werkzoekenden als bedoeld in lid 1, en die met FOREm gegevens uitwisselen over werkzoekenden die hun door FOREm worden doorverwezen, ongeacht of zij uiteindelijk door de derde worden begeleid, zijn verantwoordelijk voor de verwerking van hun gegevens in het kader van deze acties.

FOREm en de derde die de subsidiëring ontvangt voor prestaties ten behoeve van niet-werkende werkzoekenden bedoeld in lid 1, wisselen de categorieën van gegevens bedoeld in artikel 4/1, §1, eerste lid, 1°, 3°, 5°, 7° tot 13°, 18° en 19° van het decreet van 6 mei 1999 uit, die betrekking hebben op de werkzoekenden die door FOREm worden doorverwezen of door de derde begeleid worden.

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)*

**Art. 24.** In artikel 1bis van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2003 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 maart 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 1° wordt vervangen als volgt: "gebruiker : elke natuurlijke of rechtspersoon die als particulier of als werkgever in aanmerking komt voor de diensten van de "Office" en wiens identificatieniveau door FOREm varieert naar gelang van het soort diensten dat hij van FOREm verlangt";

2° punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° de werkzoekende : elke particuliere gebruiker, ingeschreven als werkzoekende bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" overeenkomstig hoofdstuk 2 van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden, die een beroepsactiviteit zoekt, al dan niet in loondienst, en die verblijft op het grondgebied van het Franstalig gebied overeenkomstig artikel 1 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten";

3° er worden de punten 2°/1, 2°/2 en 2°/3 ingevoegd tussen punt 2° en 3°, luidend als volgt:

"2°/1 de verplicht ingeschreven werkzoekende: iedere werkzoekende die ingeschreven is bij FOREm om werkloosheids-, vrijwarings- of inschakeling-uitkeringen te ontvangen, met uitzondering van de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende en de verplicht ingeschreven werkzoekende die onderworpen is aan de verplichting van aangepaste beschikbaarheid;

2°/2 de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende: elke werkzoekende ingeschreven bij FOREm die een beroepsinschakelingstijd volgt zoals bedoeld in artikel 36, §1, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2°/3 : de ingeschreven werkzoekende onderworpen aan de verplichting van aangepaste beschikbaarheid: elke werkzoekende die ingeschreven is bij FOREm om werkloosheidsuitkeringen te ontvangen en die onderworpen is aan de verplichting van aangepaste beschikbaarheid bedoeld in artikel 56/2, §1, eerste en zesde lid, en §2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering";

4° de punten 11°, 12° en 13°, opgeheven bij het decreet van 10 mei 2012, worden opnieuw opgenomen als volgt:

"11° de voorziening voor levenslange oriëntering: de door FOREm gecoördineerde en aangestuurde voorziening die een geheel van zowel fysieke als digitale voorlichtings-, arbeidsbevorderings- en loopbaanbegeleidingsdiensten omvat, gericht op alle burgers, ongeacht hun statuut, vanaf het begin van de leerplicht tot het einde van hun beroepsloopbaan, en dat via het Cités Métiers-netwerk wordt georganiseerd met het oog op de samenhang van het dienstenaanbod op het gebied van levenslange loopbaanoriëntering;

12° "Cité des Métiers": partnerschapsstructuur die een VZW met het label "Cité des métiers" combineert met een "Carrefour Emploi Formation Orientation" (kruispunt tewerkstelling vorming oriëntatie), kortweg "CEFO", die deel uitmaakt van een netwerk georganiseerd rond VZW's met het label "Cités des métiers" en "Carrefours Emploi Formation Orientation", waarin de belangrijkste actoren op het gebied van onderwijs, opleiding en socioprofessionele inschakeling zijn verenigd en die de toegangspoort vormt tot het geheel van diensten die door de voorziening van levenslange loopbaanbegeleiding worden aangeboden;

13° FormaForm: de structuur waarin de overheidsinstanties voor werkgelegenheid en beroepsopleiding zijn verenigd en die verantwoordelijk is voor de uitvoering van een reeks diensten voor de ontwikkeling van de vaardigheden van beroepsbeoefenaren op het gebied van begeleiding, beroepsopleiding, socio-professionele inschakeling en validering van vaardigheden;

3° er worden de punten 14°, 15° en 16° ingevoegd, luidend als volgt:

"14° "Wallonie Compétences d'Avenir" : partnerschapsplatform dat de belangrijkste publieke actoren op het gebied van de beroepsopleiding verenigt rond strategische actieterrainen voor Wallonië en dat tot taak heeft, via de optimalisering, de coherentie en de coördinatie van het beroepsopleidingsaanbod, een antwoord te bieden op de huidige en toekomstige behoeften aan vaardigheden van de ondernemingen en de arbeidsmarkt waarin niet of onvoldoende wordt voorzien en, om deze doelstelling te bereiken, innoverende pedagogische praktijken op het gebied van de beroepsopleiding in Wallonië te stimuleren;

15° de registratie: proces aan het einde waarvan de gebruiker zich bij FOREm identificeert;

16° het enkel dossier van de gebruiker: alle door FOREm gecentraliseerde, bijgehouden en geaggregeerde informatie die noodzakelijk is voor de dienstverlening aan de gebruiker in het kader van de opdrachten toegekend bij of krachtens artikel 3 of die wordt verwerkt op grond van andere wettelijke verplichtingen en, voor zover het de particuliere gebruiker betreft, de informatie met betrekking tot zijn inschakelingsparcours. ».

**Art. 25.** In artikel 3, §1, eerste lid, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 maart 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden, in het Frans, de woorden "aux besoins des demandeurs d'emploi" vervangen door de woorden "aux besoins des personnes qui recherchent un emploi";

2° in 1°, a), worden, in het Frans, de woorden "l'appui aux demandeurs d'emploi" vervangen door de woorden "l'appui aux personnes qui recherchent un emploi";

3° in 1°, a), ii) worden, in het Frans, de woorden "demandeurs d'emploi" vervangen door de woorden "personnes qui recherchent un emploi";

4° in 1°, a), iii), worden de woorden "ingeschreven bij de "Office" geschrapt en wordt het woord "geïndividualiseerde" vervangen door de woorden "coaching- en oplossingsgerichte";

5° in 1°, a), wordt een v) ingevoegd, luidend als volgt:

"v) de organisatie van overeenkomsten betreffende de observatie van een beroep door middel van een simulatie van beroepstoestand, gesloten tussen de werkzoekende, de onderneming en FOREm, met het oog op de bevestiging van het werkplan van de werkzoekende";

6° in 2° worden de woorden "ingeschreven bij de "Office" vervangen door de woorden "en werknemers die op eigen initiatief en voor hun persoonlijke behoeften een opleiding wensen te volgen";



7° in 2°, a), worden de woorden "en van de in 2° bedoelde werknemers" ingevoegd tussen de woorden "van de werkzoekenden" en de woorden ", op grond van de bestaande";

8° in 2° wordt b) aangevuld met de woorden "en de in 2° bedoelde werknemers, met inbegrip van de validering van de vaardigheden in de zin van betreffende de validering van de vaardigheden, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie of het verstrekken van beroepscertificaties in de zin van het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de oprichting en het beheer van een "Cadre francophone des certifications (C.F.C.)" (Franstalig Kwalificatiekader), als bewijs van de vaardigheden die de stagiairs hebben verworven in het kader van een beroepsopleiding of een transversale opleiding die door FOREm of door andere opleidingsoperatoren wordt georganiseerd overeenkomstig de voorwaarden van het bovenvermelde samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015.;"

9° punt 2° wordt aangevuld met punt c), luidend als volgt:

"c) de organisatie van opleidingen op de werkplek om een werkzoekende in staat te stellen specifieke vaardigheden te verwerven die op de arbeidsmarkt niet in voldoende mate voorhanden zijn, en om een snelle inschakeling te bevorderen, in de volgende situaties:

i) in het kader van een beroepsinlevingsovereenkomst in de zin van artikel 104 van de programmawet van 2 augustus 2002, gesloten tussen de werkgever en de werkzoekende en waarvan het opleidingsplan wordt erkend of georganiseerd door FOREm;

ii) in het kader van een overeenkomst waarbij FOREm partij is, betreffende een opleiding waarbij praktijkervaring in een onderneming wordt gecombineerd met een opleiding bij een opleidingsverstrekker;

iii) in het kader van een door FOREm toegekende beroepsopleidingsovereenkomst, wanneer het gaat om een stage in een onderneming die erop gericht is de werkzoekende in staat te stellen zijn werkplan of de vaardigheden die in het kader van een opleiding op grond van een beroepsopleidingsovereenkomst zijn verworven, te confronteren met de realiteit van de onderneming;

10° in 7° worden de woorden "op verzoek van hun werkgever of voor de behoeften van deze laatste en op verzoek van de werknemer, die in hoofdzaak of in bijberoep zelfstandige is, voor de uitoefening van zijn activiteit" toegevoegd;

11° in 8° worden de woorden "de actieve en passieve beschikbaarheid van de werklozen" vervangen door de woorden "de beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende, de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende en de verplicht ingeschreven werkzoekende op wie de verplichting van aangepaste beschikbaarheid van toepassing is";

12° 10° wordt vervangen door de woorden "de validatie van het opleidingsplan en de ontwerpovereenkomst tussen de werkgever en de stagiair met betrekking tot de bepalingen bedoeld in of krachtens de artikelen 104 tot 108 van de programmawet van 2 augustus 2002 betreffende de beroepsinlevingsovereenkomst";

13° de paragraaf wordt aangevuld met de punten 11°, 12° en 13° luidend als volgt:

"11° de deelname aan, de coördinatie en de sturing van de voorziening voor levenslange loopbaanoriëntering en de "Cités des Métiers";

12° de opleiding van beroepsbeoefenaars in oriëntering, opleiding, socio-professionele inschakeling en validatie van vaardigheden via FormaForm

13° de deelname aan en de coördinatie van het platform "Wallonie Compétences d'Avenir".";

14° de paragraaf wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt:

"In afwijking van artikel 1bis, 3°, wordt de opdracht bedoeld in artikel 3, §1, eerste lid, 7°, opgedragen aan de "Office" voor de werknemers die tewerkgesteld zijn in een vestigingseenheid gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied. "

**Art. 26.** In hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet wordt afdeling 2, opgeheven bij het decreet van 10 mei 2012, opnieuw opgenomen als volgt:

"Verzameling, verwerking, uitwisseling en bescherming van persoonsgegevens".

**Art. 27.** In afdeling 2 van hetzelfde decreet, hersteld bij artikel 26, wordt artikel 4, opgeheven bij het decreet van 10 mei 2012, opnieuw opgenomen als volgt:

"Art. 4. FOREm is verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens die hij verwerkt voor de uitvoering van de opdrachten die hem zijn toevertrouwd bij of krachtens artikel 3".

**Art. 28.** In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 4/1. § 1. FOREm verwerkt, naargelang wat noodzakelijk is om zijn verplichtingen na te komen, zijn opdrachten uit te voeren of de vraag naar diensten van de particuliere gebruiker te beantwoorden, de volgende categorieën van persoonsgegevens:

1° het identificatienummer in het Rijksregister of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid indien de betrokkene niet in het Rijksregister is ingeschreven ;

2° de gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 10° en 14°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van natuurlijke personen;

3° indien de in 2° bedoelde gegevens niet beschikbaar zijn of indien de gebruiker niet beschikt over één van de in 1° bedoelde nummers, de naam, voornaam, geslacht, geboortedatum en adres;

4° gegevens met betrekking tot de inschrijving als werkzoekende bij FOREm, met inbegrip van de reden van inschrijving;

5° telefonische en elektronische contactgegevens;

6° het door de instellingen van sociale zekerheid erkende statuut dat een invloed heeft op de rechten en plichten van de particuliere gebruiker ten aanzien van FOREm;

7° studies, opleidingen en beheerste talen;

8° de beroepskwalificaties, met vermelding, in voorkomend geval, van de behaalde beroepscertificaties alsook van de tijdens de opleiding verworven kwalificaties, attesten en getuigschriften van vakbekwaamheid, diploma's en andere professionele erkenningen;

9° beroepsaspiraties, met inbegrip van beroepspositionering;

10° beroepservaring en -bekwaamheden die op formele, informele en niet-formele wijze zijn verworven;

11° informatie met betrekking tot de digitale autonomie;

12° gegevens met betrekking tot de stappen die de particuliere gebruiker met FOREm onderneemt;

13° psycho-medisch-sociale elementen, met inbegrip van gezondheidsgegevens, meegedeeld door de particuliere gebruiker of geattesteerd door een arts, een psycholoog of een maatschappelijk werker of meegedeeld door de begeleidingspartners, de derden bedoeld in hoofdstuk IV van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en elke andere derde die over deze elementen beschikt, die een invloed kunnen hebben op zijn beroepspositionering, zijn graad van nabijheid tot de arbeidsmarkt, de vaststelling van zijn begeleiding, zijn mogelijkheden om inschakeling- of opleidingsacties uit te voeren, de vaststelling van de status van niet-mobiliseerbare werkzoekende of van zijn verplichting van beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt als verplicht ingeschreven werkzoekende, als verplicht ingeschreven jonge werkzoekende of als verplicht ingeschreven werkzoekende voor wie de verplichting van aangepaste beschikbaarheid geldt, of de verificatie mogelijk maken van de capaciteit van de particuliere gebruiker om een baan uit te oefenen of toegang te krijgen tot een opleiding;

14° gegevens met betrekking tot een handicap, invaliditeit of arbeidsongeschiktheid, erkend door een bevoegde instantie of door de derde die door deze instantie is gemandateerd;

15° bankgegevens nodig voor de betaling van de door FOREm betaalde steun;

16° de informatie volgens welke de werkzoekende onder schuldbemiddeling staat, alsook de naam, voornaam en contactgegevens van de schuldbemiddelaar;

17° gegevens met betrekking tot zijn zoektocht naar werk;

18° gegevens met betrekking tot het bezit van een rijbewijs;

19° gegevens met betrekking tot acties inzake oriëntering, opleiding, validering van vaardigheden of inschakeling die zijn uitgevoerd in het kader van het inschakelingsparcours van de particuliere gebruiker op de arbeidsmarkt, met name de feedback met betrekking tot de acties die zijn uitgevoerd door de begeleidingspartners en derden bedoeld in hoofdstuk IV van het decreet van 12 november 2021 met betrekking tot coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en de derden bedoeld in artikel 7;

20° gegevens met betrekking tot een vrijheidsstraf of een tot vrijlating strekkende maatregel, wanneer deze maatregelen plaatsvinden terwijl de particuliere gebruiker in kwestie door FOREm wordt begeleid of onderworpen is aan de controle van zijn beschikbaarheid op de arbeidsmarkt.

Voor de particuliere gebruiker van wie de identiteit is geauthenticeerd, worden zijn gegevens gecentraliseerd, samengevoegd en in één bestand bewaard, teneinde de follow-up van de door de particuliere gebruiker met FOREm of met derden uitgevoerde of uit te voeren acties te verzekeren en een longitudinale follow-up van zijn acties en elementen in verband met zijn inschakeling op de arbeidsmarkt mogelijk te maken vanaf het einde van zijn leerplicht tot de leeftijd van zijn pensioen.

§ 2. Om de particuliere gebruiker niet te sturen naar een baan of een beroepsopleiding waarvan de voorwaarden voor toegang of uitoefening gereguleerd zijn of verband houden met een activiteit waarbij contacten met minderjarigen worden gelegd, of wanneer de particuliere gebruiker naar een dergelijke baan of opleiding voor een dergelijke baan wordt gestuurd, raadpleegt FOREm het centrale strafregister om vooraf na te gaan of er al dan niet sprake is van een strafrechtelijke veroordeling die de toegang tot de baan of de beroepsopleiding die tot deze baan leidt, verhindert.

§ 3. FOREm bewaart de gegevens van de particuliere gebruiker gedurende een periode van maximaal tien jaar, vanaf het moment dat de gebruiker geen diensten bij FOREm meer verbruikt, behalve indien een wettelijke of decretale bepaling een langere bewaartermijn voorschrijft. In geval van een geschil kan FOREm de gegevens van de particuliere gebruiker bewaren gedurende de periode die noodzakelijk is voor het beheer van het geschil.

In afwijking van lid 1 kan FOREm tot de pensioengerechtigde leeftijd van de particuliere gebruiker of tot 3 jaar na de laatste bij FOREm verbruikte dienst wanneer de gebruiker na de pensioengerechtigde leeftijd als werkzoekende ingeschreven blijft staan, de volgende gegevens bewaren:

1° de gegevens waarvoor FOREm de referentiebeheerder is;

2° de gegevens die FOREm heeft voortgebracht en waarvoor zij garant staat;

3° de gegevens die nodig zijn voor de longitudinale opvolging van de handelingen van de particuliere gebruiker en de elementen met betrekking tot zijn socioprofessionele inschakeling die door de Regering worden bepaald.

§ 4. FOREm en de in paragraaf 2 bedoelde derden kunnen de in §1, eerste lid, 1°, 3°, 5°, 7° tot 13°, 18° en 19° bedoelde categorieën van gegevens uitwisselen die betrekking hebben op particuliere gebruikers ingeschreven in een parcours waarin de derde optreedt.

De uitwisseling van gegevens betreffende de particuliere gebruiker, tussen FOREm en derden die tussenkomen in het parcours van de gebruiker, hetzij krachtens artikel 7, hetzij wegens hun medewerking aan de uitoefening door FOREm van de opdrachten voorzien bij of krachtens artikel 3, hetzij wegens hun tussenkomst in het parcours van de gebruiker voorzien bij of krachtens een wettelijke, decretale of reglementaire bepaling, gebeurt via de door FOREm voorziene middelen van of naar het enkel dossier.

Voor de identificatie en authenticatie van particuliere gebruikers en in het kader van de uitvoering van zijn taken, alsmede voor de uitwisseling van gegevens met de in lid 2 bedoelde derden, die in het parcours van de gebruiker interveniëren, is FOREm gemachtigd om de volgende middelen te gebruiken:

1° het identificatienummer in het Rijksregister, indien het gaat om gegevens betreffende een in het Rijksregister ingeschreven natuurlijke persoon ;

2° het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, §1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, indien het gaat om gegevens met betrekking tot een natuurlijke persoon die niet in het Rijksregister is ingeschreven.

De in lid 2 bedoelde derden zijn gemachtigd de voormelde identificatienummers te gebruiken om de gebruiker te identificeren in hun uitwisselingen met FOREm.

§5. FOREm werkt samen met de andere Belgische openbare diensten voor arbeidsbemiddeling en kan de gegevens bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 3° tot 5°, 7° tot 13°, 17° tot 19°, uitwisselen betreffende de werkzoekenden die zich verplaatsen naar het grondgebied waarvoor deze andere openbare dienst voor arbeidsbemiddeling bevoegd is.

§ 6. De particuliere gebruiker kan toegang krijgen tot de gegevens die FOREm over hem bewaart.

**Art. 29.** In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 4/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.4/2. §1. FOREm verwerkt, naargelang wat nodig is om zijn verplichtingen na te komen, zijn opdrachten uit te voeren of het verzoek om dienstverlening van de gebruiker-werkgever in te willigen, de volgende gegevens:

1° identificatiegegevens, namelijk de handelsnaam, de rechtsvorm en het nummer van de onderneming en van de vestigingseenheid of het identificatienummer toegekend door het land waar de werkgever zijn maatschappelijke zetel heeft;

2° de contactgegevens, met name het adres van de maatschappelijke zetel en de telefonische en elektronische contactgegevens;

3° de activiteitensector van de werkgever in verhouding tot de bij FOREm verbruikte diensten;

4° gegevens met betrekking tot de bij FOREm verbruikte diensten;

5° de identificatie- en contactgegevens van de personen die door de werkgever zijn aangewezen om het uniek dossier van de werkgever-gebruiker te beheren en te raadplegen, met name hun identificatienummer in het Rijksregister of hun identificatienummer in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, hun naam, voornaam, telefoonnummer en e-mailadres;

6° gegevens betreffende contactpersonen die door de werkgever op vrijwillige basis worden meegedeeld ter attentie van individuele gebruikers die met hem contact wensen op te nemen.

§2. Voor de geauthenticeerde werkgever-gebruiker worden zijn gegevens gecentraliseerd, geaggregeerd en bewaard in één enkel dossier, gecreëerd en beheerd door FOREm, teneinde de opvolging van de bij FOREm verbruikte diensten te verzekeren.

FOREm verifieert de identiteit van de in paragraaf 1, 5°, bedoelde personen aan de hand van hun identiteitskaart of een ander identificatiemiddel dat een hoog garantieniveau biedt als bedoeld in Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, teneinde hen te authenticeren.

FOREm is gemachtigd om voor de identificatie en authenticatie van de in §1, 5° bedoelde personen, in het kader van de uitvoering van haar opdrachten, de volgende middelen te gebruiken :

1° het identificatienummer in het Rijksregister, indien het gaat om gegevens betreffende een in het Rijksregister ingeschreven natuurlijke persoon ;

2° het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, §1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, indien de gegevens betrekking hebben op een natuurlijke persoon die niet in het Rijksregister is ingeschreven.

§3. De FOREm bewaart de gegevens van de gebruiker-werkgever maximaal tien jaar vanaf het moment dat hij niet langer diensten van de FOREm afneemt, behalve indien een wettelijke of decretale bepaling een langere bewaartermijn voorschrijft.».

In geval van een geschil kan FOREm de gegevens van de gebruiker-werkgever bewaren gedurende de tijd die nodig is om het geschil in goede banen te leiden.

**Art. 30.** In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 4/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.4/3. §1. De Regering kan nader bepalen welke gegevens die tot de in 4/1, § 1 en 4/2, § 1 bedoelde categorieën van gegevens behoren, noodzakelijk zijn voor de vervulling van de opdrachten die bij of krachtens artikel 3 zijn opgedragen.

De Regering kan bepalen welke van de in artikel 4/1, §4, eerste lid, bedoelde categorieën van gegevens niet mogen worden doorgegeven aan de in artikel 4/1, §4, bedoelde derden.

§1. FOREm voert de informatie met betrekking tot de individuele gebruiker bedoeld in artikel 4/1, §1, en de werkgever-gebruiker bedoeld in artikel 4/2, §1, in op basis van de beschikbare gegevens uit de authentieke bronnen waartoe het toegang heeft.».

Voor alle andere gegevens geldt dat FOREm deze verzamelt bij de gebruiker zelf of, voor de individuele gebruiker, bij de derde die tussenkomt in zijn parcours.

**Art. 31.** In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel 4/4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.4/4. §1. FOREm kan gebruik maken van kunstmatige-intelligentie-instrumenten ter ondersteuning van de besluitvorming bij de uitvoering van de in artikel 3 bedoelde opdrachten.

Alvorens gebruik te maken van de in lid 1 bedoelde instrumenten, verricht het FOREm een effectbeoordeling van het gebruik van deze instrumenten op de rechten en vrijheden van de betrokken personen. De effectbeoordeling is onderworpen aan het voorafgaande advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, die verplicht is de effectbeoordeling te publiceren, alsmede het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit daarover.

Wanneer FOREm gebruik maakt van de in lid 1 bedoelde instrumenten, informeert zij de betrokkenen vooraf, op de door haar vastgestelde wijze, over de categorieën gegevens die door de instrumenten worden gebruikt en de fasen van het proces waarvoor zij worden gebruikt.

§2. De Regering kan een adviescommissie oprichten, “het Ethisch Comité” genoemd, die tot taak heeft voorafgaand aan de besluitvorming advies uit te brengen over de ontwikkeling van instrumenten op het gebied van kunstmatige intelligentie ter ondersteuning van haar digitaliseringsactiviteiten.

Indien de Regering gebruik maakt van de in lid 1 bedoelde mogelijkheid, bepaalt zij :

1° de samenstelling van het Ethisch Comité, waarvan ten minste twee derden van de leden personen zijn die geen deel uitmaken van FOREm, evenals de modaliteiten van de benoeming van haar leden;

2° de werkzaamheden die voortvloeien uit de opdracht van het Ethische Comité bedoeld in het eerste lid 1;

3° de werkingsregels van het Ethisch Comité;

4° de berekeningswijze van de deelnamepremie en de verplaatsingsvergoeding waarop de externe leden recht hebben.”.

**Art. 32.** In artikel 7, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden “, ofwel in een oproep tot belangverklaring”;

2° in het derde lid, worden de woorden “of van een overheidsopdracht” worden vervangen door “, van een overheidsopdracht of een oproep tot belangverklaring”;

3° het vierde lid wordt opgeheven.

**Art. 33.** In afdeling 5 van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel *7bis/1* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.7bis/1. §1. Onverminderd de bij de bestaande decreten en uitvoeringsbesluiten ingevoerde subsidieregelingen kan de Dienst, binnen de grenzen van de daartoe in zijn begroting beschikbare kredieten, op basis van een oproep tot het indienen van projecten en met inachtneming van de beginselen van billijkheid en transparantie, de in artikel 7, lid 1, bedoelde derden financiële steun verlenen.

De in lid 1 bedoelde subsidie is bestemd voor de financiering van alle of een deel van de kosten van de organisatie van begeleidings- en oplossingsgerichte maatregelen voor niet-werkende werkzoekenden met het oog op hun integratie op de arbeidsmarkt.

§ 1. De subsidie dekt ten hoogste de daadwerkelijk gemaakte kosten in het kader van qua doel en duur beperkte acties. De begunstigden van de subsidie voeren een afzonderlijke boekhouding van de kosten en ontvangsten in verband met de uitvoering van elke gesubsidieerde actie.

De subsidie kan door de begunstigde niet worden overgedragen zonder voorafgaande toestemming van FOREm.

§3. De Regering bepaalt de wijze van toepassing van de paragrafen 1 en 2 en stelt de regels vast met betrekking tot :

1° de organisatie van oproepen tot het indienen van projecten ;

2° de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de subsidie;

3° de vaststelling van het bedrag van de subsidie ;

4° hoe de subsidie zal worden gebruikt;

5° de modaliteiten voor de vereffening van de subsidie;

6° de bewijsstukken die door de begunstigde van de subsidie moeten worden verstrekt;

7° de specifieke modaliteiten van de controle, de herziening en de terugbetaling van het geheel of een deel van de subsidie.

§4. Het aanvraagformulier voor de subsidie en de documenten die nodig zijn voor de functionele en financiële evaluatie van het gebruik van de subsidie worden uitsluitend langs elektronische weg meegedeeld, overeenkomstig de door FOREm ter beschikking gestelde middelen.”.

**Art. 34.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt afdeling 6, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012, opgeheven.

**Art. 35.** Artikel *7ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 maart 2016, wordt opgeheven.

**Art. 36.** Afdeling 8 van hoofdstuk III van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst

“Raad voor financiële en budgettaire opvolging”.

**Art. 37.** In afdeling 8, wordt artikel *24bis*, opgeheven bij het decreet van 10 mei 2012, opnieuw opgenomen als volgt:

“Art.24bis. §1. De Raad voor financiële en budgettaire opvolging is als volgt samengesteld:

1° twee leden van het Directiecomité bedoeld in artikel 9, 2°, die respectievelijk de representatieve organisaties van de werknemers en van de werkgevers vertegenwoordigen;

2° drie leden, erkend voor hun budgettaire expertise, aangewezen door de Regering;

3° een Inspecteur van Financiën, aangewezen door de Regering;

4° een vertegenwoordiger van het Rekenhof;

5° een afgevaardigde van de Gewestelijke Begrotingsadministratie, aangewezen door de Regering;

6° een vertegenwoordiger van de Cel Financiële Informatie.

Voor ieder gewoon lid als bedoeld in lid 1 wordt een plaatsvervangend lid benoemd. Het neemt alleen zitting bij afwezigheid van het corresponderende gewone lid.

Het lidmaatschap van de Raad voor financiële en budgettaire opvolging is onverenigbaar met het mandaat of de taken van :

- lid van het Beheerscomité, met uitzondering van de leden bedoeld in lid 1, 1°;

- lid van de Regering van de federale Staat, van een Gewest of van een Gemeenschap;

- lid van het Europees Parlement, van de federale wetgevende kamers of van een gewest- of gemeenschapsparlement;

- provinciegouverneur ;

- personeel van de instelling of van een van haar dochterondernemingen, met uitzondering van de perso(o)n(en) die belast is (zijn) met het dagelijks beheer;

- externe adviseur of vaste consultant van de instelling

In afwijking van lid 3 nemen de Administrateur-generaal, de adjunct administrateur-generaal, de adjunct-directeuren-generaal van de in artikel *23quater* bedoelde centrale directoraten-generaal en de regeringscommissarissen met raadgevende stem deel aan de zittingen van de Raad voor financiële en begrotingscontrole. Bovendien neemt het hoofd van de administratieve dienst die met de begroting van de Dienst is belast, of zijn afgevaardigde, met raadgevende stem aan de vergaderingen van de Dienst deel.

De voorzitter wordt benoemd door de Regering uit de effectieve leden bedoeld in paragraaf 1, 2° tot 6°.

§2. Het mandaat van de in lid 1 bedoelde leden vangt aan binnen zes maanden na de beëdiging van de leden van de Regering ingevolge de vernieuwing van het Waals Parlement. Ze kunnen vernieuwd worden. Zij eindigen in geval van overlijden, ontslag, civiele onbekwaamheid of wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarvoor hij is benoemd.

Wanneer het mandaat van een van de in paragraaf 1, eerste lid, 2° tot en met 5°, bedoelde gewone leden of van een van hun plaatsvervangers eindigt om een van de in het eerste lid genoemde redenen, maakt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger af.”.

**Art. 38.** In dezelfde afdeling 8 wordt een artikel 24bis/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 24bis/1. De Raad voor financiële en budgettaire opvolging is belast met:

1° adviezen uitbrengen in het kader van de procedure tot vaststelling van de begroting van de Dienst, bedoeld in artikel 12, §1, 7°;

2° gemotiveerde begrotingsadviezen of -voorstellen formuleren met het oog op de evaluatie van de werking en de toestand van de openbare dienst waarvoor de Dienst verantwoordelijk is en het jaarverslag opstellen over de uitvoering van het beheerscontract. Het Beheerscomité stelt de termijn vast waarbinnen de adviezen van de Raad voor financiële en budgettaire opvolging moeten zijn ontvangen. Deze termijn mag niet korter zijn dan vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van het verzoek;

3° elk kwartaal aan het Beheerscomité en aan de Regering verslag uitbrengen over de ontvangsten en uitgaven van de Dienst, inzonderheid over de ramingen dienaangaande en over de verschillende aspecten van de evolutie ervan;

4° advies uitbrengen over elke begrotingskwestie die hem door de Regering en het Directiecomité wordt voorgelegd.

De Raad voor financiële en budgettaire opvolging beschikt in het kader van zijn opdracht over de ruimste onderzoeksbevoegdheden, zonder evenwel toegang te hebben tot individuele gegevens. Het onderzoekt verrichtingen met financiële of budgettaire gevolgen, heeft toegang tot alle dossiers en archieven en ontvangt van de diensten van de Dienst alle informatie waarom het verzoekt. Het kan sommige van zijn leden afvaardigen naar vergaderingen van de organen van de Dienst.”.

**Art. 39.** In dezelfde afdeling 8 wordt een artikel 24bis/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 24bis/2. §1. De raad voor financiële en budgettaire opvolging stelt een huishoudelijk reglement op dat met name het volgende omvat:

1° regels voor het bijeenroepen van vergaderingen ;

2° de regels met betrekking tot hun voorzitterschap bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;

3° de regels met betrekking tot de modaliteiten van de beraadslaging ;

4° regels voor het beheer van de in paragraaf 2 bedoelde situaties.

Het in lid 1 bedoelde huishoudelijk reglement wordt door de Regering goedgekeurd en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§2. Het is de leden van de raad voor financiële en budgettaire opvolging verboden aanwezig te zijn bij de bespreking of de beraadslaging over een agendapunt waarbij zij een direct of indirect, vermogensrechtelijk of persoonlijk belang hebben.

§3. Het Beheerscomité benoemt uit het personeel van de Dienst, op voorstel van de Administrateur-generaal, de persoon die met het secretariaat van de Raad voor financiële en budgettaire opvolging wordt belast.

§4. De vergaderingen van de raad voor financiële en budgettaire opvolging worden niet bezoldigd. De effectieve leden en de plaatsvervangende leden van de raad voor financiële en budgettaire opvolging hebben recht op terugbetaling van de reiskosten die zij hebben gemaakt voor de behoeften die inherent zijn aan de uitoefening van hun mandaat, in de vormen en onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode.

De schadevergoeding waarop zij in dit verband eventueel recht hebben, komt ten laste van de Dienst.”.

**Art. 40.** In dezelfde afdeling 8 wordt een artikel 24bis/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 24bis/3. Ten minste eenmaal per jaar, bij de opstelling van de balans en de winst- en verliesrekening of van de jaarrekening, dient de bedrijfsrevisor bij de Regering, het Beheerscomité en de Raad voor financiële en budgettaire opvolging een verslag in over het vermogen van de Dienst en over de resultaten van zijn verrichtingen. Hij stelt de Regering, het Beheerscomité en de Raad voor financiële en budgettaire opvolging onverwijld in kennis van elke nalatigheid, onregelmatigheid of situatie die de solvabiliteit en de liquiditeit van de Dienst in gevaar kan brengen. De kosten die voortvloeien uit de aan de controleur toevertrouwde opdrachten komen ten laste van de Dienst.”.

**Art. 41.** Artikel 35 van het decreet van 6 mei 1999, opnieuw opgenomen bij het decreet van 17 mei 2016, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 35. In het kader van de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel 3, §1, 8°, ziet een afzonderlijk beheerde dienst in de zin van artikel 32 toe op de beschikbaarheid op de arbeidsmarkt van verplicht ingeschreven werkzoekenden binnen de grenzen voorzien bij of krachtens dit artikel, jonge verplicht ingeschreven werkzoekenden en verplicht ingeschreven werkzoekenden onderworpen aan de verplichting tot aangepaste beschikbaarheid en beslist, in voorkomend geval, met inachtneming van de rechten van verdediging, over de daaraan verbonden sancties, overeenkomstig het normatieve kader dat van toepassing is op de controle op de beschikbaarheid, zoals voorzien bij of krachtens het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

De organisatie en het functioneren van deze dienst waarborgen de onpartijdigheid en onafhankelijkheid van deze dienst bij de uitoefening van de opdrachten die hem uit hoofde van lid 1 zijn toevertrouwd.

Voor de controle van de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende beoordeelt de afzonderlijk beheerde dienst, met inachtneming van de rechten van verdediging, de actieve beschikbaarheid van de verplicht ingeschreven werkzoekende wanneer diens dossier naar hem wordt doorverwezen, overeenkomstig artikel 15, §3, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

Om de actieve beschikbaarheid van de jonge werkzoekende die verplicht is ingeschreven na te gaan, beoordeelt de afzonderlijk beheerde dienst, met inachtneming van de rechten van verdediging, zijn beschikbaarheid overeenkomstig artikel 15, § 4, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden

De Regering bepaalt de wijze waarop de afzonderlijk beheerde dienst de beschikbaarheid controleert en, in voorkomend geval, de daaraan verbonden sancties oplegt, de wijze waarop de verplicht ingeschreven werkzoekenden en de verplicht ingeschreven jonge werkzoekenden, in voorkomend geval, worden opgeroepen voor een gesprek om hun actieve beschikbaarheid te beoordelen en de wijze waarop de verplicht ingeschreven werkzoekenden en de verplicht ingeschreven werkzoekenden voor wie de verplichting tot aangepaste beschikbaarheid geldt, worden opgeroepen voor een gesprek in het kader van de controle van hun passieve of aangepaste beschikbaarheid.

De verplicht ingeschreven werkzoekende, de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende of de verplicht ingeschreven werkzoekende voor wie de verplichting tot aangepaste beschikbaarheid geldt, kan een verzoek indienen om de beslissingen die de in lid 1 bedoelde afzonderlijk beheerde dienst ten aanzien van hem genomen heeft, te herzien volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de uitvoering van de in lid 1 bedoelde beschikbaarheidscontroleprocedure.

In het kader van de door de in lid 1 bedoelde afzonderlijk beheerde dienst verrichte opdrachten kan het FOREm, wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende, de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende of de verplicht ingeschreven werkzoekende voor wie een verplichting tot aangepaste beschikbaarheid geldt, zich beroept op een gezondheidsprobleem dat gevolgen kan hebben voor zijn of haar verplichting tot beschikbaarheid op de arbeidsmarkt, een onderzoek laten verrichten door een gezondheidswerker.

De verplicht ingeschreven werkzoekende, de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende of de verplicht ingeschreven werkzoekende voor wie een aangepaste beschikbaarheidsverplichting geldt en die zich beroept op een gezondheidsprobleem, wordt in kennis gesteld van de mogelijkheid om het in lid 8 bedoelde onderzoek te weigeren.

Wanneer de verplicht ingeschreven werkzoekende, de verplicht ingeschreven jonge werkzoekende en de verplicht ingeschreven werkzoekende voor wie een aangepaste beschikbaarheidsverplichting geldt, het in lid 8 bedoelde onderzoek weigert, kan FOREm weigeren rekening te houden met het aangevoerde gezondheidsprobleem bij de beoordeling van de actieve, passieve of aangepaste beschikbaarheid.

De verwerking van deze gezondheidsgegevens geschiedt onder de verantwoordelijkheid van een arts die onderworpen is aan het beroepsgeheim of door een andere persoon die eveneens aan een geheimhoudingsplicht is onderworpen."

#### HOOFDSTUK 6. — *Diverse wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 42.** In artikel 104 van de programmawet van 2 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

"6° de opleidingen op de werkvloer bedoeld in artikel 3, §1, 2°, c), ii) van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi."

5° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De Regering kan de voorwaarden van de beroepsinlevingsovereenkomst nader bepalen."

**Art. 43.** In artikel 2, eerste lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 maart 2009, worden de woorden "van de samenwerkingsregeling voor inschakeling, hierna de Regeling genoemd, zoals ingevoerd bij het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling" vervangen door de woorden "in de samenwerkingsregeling met de begeleidingspartners, zoals bepaald in afdeling 2 van hoofdstuk 4 van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden".

**Art. 44.** In artikel 4, §1, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 juni 2012, wordt punt 3° vervangen als volgt:

"3° een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten en voldoen aan de verplichtingen, zoals bepaald in hoofdstuk 4, afdeling 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;"

**Art. 45.** In artikel 13, § 1, van het decreet, vervangen bij het decreet van 19 maart 2009 en gewijzigd bij het decreet van 28 juni 2012, wordt punt 3° vervangen als volgt:

"3° een subsidie gestort door de "FOREm" op basis van de samenwerkingsovereenkomst gesloten in het kader van hoofdstuk 4, afdeling 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden, en van de goedkeuring door de "FOREm" van de begrotingen gebonden aan het "PLIC" die hij ten laste moet nemen:"

**Art. 46.** In artikel 3, §2, leden 4 en 6, van het decreet van 15 juli 2008 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) (afgekort S.A.A.C.E), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2011 en bij het decreet van 20 februari 2014, worden de woorden "naar één of meerdere vormings- en inschakelingsoperatoren zoals bedoeld in artikel 2, 7°, van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling" telkens vervangen door de woorden "naar één of meerdere begeleidingspartners, zoals bedoeld in hoofdstuk 4, afdeling 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden".

**Art. 47.** In artikel 5, §1, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van de Waalse Regering van 28 juni 2012 en bij het decreet van 20 februari 2014, wordt punt 9° vervangen door wat volgt:

"9° een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten en voldoen aan de verplichtingen, zoals bepaald in hoofdstuk 4, afdeling 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;"

**Art. 48.** In artikel 8, eerste lid, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, wordt punt 6° vervangen als volgt:

“6° aansluiten bij de samenwerkingsregeling met de begeleidingspartners, zoals bedoeld in hoofdstuk 4, afdeling 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en zich ertoe verbinden een samenwerkingsovereenkomst te sluiten en uit te voeren met de Dienst in de zin van hoofdstuk 4, afdeling 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.”.

**Art. 49.** In artikel 2, eerste lid, van het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, wordt punt 9° vervangen als volgt:

“9° de “referentiebegeleider”: het personeelslid van de Dienst, bedoeld in artikel 7, §3, tweede lid, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.”.

**Art. 50.** In artikel 4, §3, van hetzelfde decreet, wordt het woord “trajectbegeleiders” vervangen door het woord “referentiebegeleiders”

**Art. 51.** In artikel 6, leden 3 en 6, van hetzelfde decreet, wordt het woord “trajectbegeleider” telkens vervangen door het woord “referentiebegeleider”

**Art. 52.** In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden “de geïndividualiseerde begeleiding” vervangen door de woorden “de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding”.

**Art. 53.** In artikel 19, §2, van hetzelfde decreet, wordt het woord “trajectbegeleider” telkens vervangen door het woord “referentiebegeleider”.

**Art. 54.** Het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK 7. — Slotbepalingen

**Art. 55.** De coaching en de oplossingsgerichte begeleiding wordt geëvalueerd volgens de voorwaarden van het tussen FOREm en de Regering gesloten beheersovereenkomst. De beheersovereenkomst voorziet in de indicatoren op basis waarvan de evaluatie wordt uitgevoerd.

Deze evaluatie wordt voorgesteld en besproken in het Parlement.

**Art. 56.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

De inwerkingtreding, zoals bepaald door de regering, kan worden uitgesteld en progressief zijn, tot uiterlijk 31 december 2023:

1° per hoofdstuk en, binnen hetzelfde hoofdstuk, per artikel ;

2° per categorie werkzoekenden.

De regering bepaalt de overgangsregeling voor de bij dit decreet ingetrokken bepalingen en de voorwaarden waaronder het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling, alsmede de daaruit voortvloeiende samenwerkingsovereenkomsten, gedurende een door haar vast te stellen overgangsperiode van kracht blijven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 november 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waalse Parlement 544 (2020-2021) Nrs. 1, *1bis* tot 9.

Volledig verslag, plenaire zitting van 10 november 2021

Bespreking.

Stemming.